

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 471, 1,50 F
JEUDI 5 NOVEMBRE 1970



L'Europe des grèves



Au sommaire

Europe

Dans tous les pays de l'Europe développée, la situation sociale est caractérisée par une radicalisation des luttes menées par les travailleurs. En Allemagne, on n'avait jamais connu autant de jours de grèves en si peu de temps (page 12). En Italie, les forces révolutionnaires se posent la question du débouché politique de ces luttes. On lira en page 10 l'interview exclusive que Rossana Rossanda a accordée à « Tribune ». On verra peut-être un symbole dans le fait que c'est à Rome que s'est tenue la rencontre des forces progressistes européennes. Notre envoyé spécial, Gilbert Hercet en rend compte page 7.

Grèves

En Lorraine ou en Bretagne, les mouvements de grèves se succèdent, souvent nés spontanément. Ils subissent des sorts divers suivant les conditions même dans lesquelles les luttes se mènent. Jacques Sauvageot a enquêté minutieusement en Lorraine (page 15). Nos correspondants dans l'Ouest nous ont envoyé des informations précieuses (pages 17 et 18).

Municipales

Suivant la ligne qu'il s'est fixée à Rouen, le P.S.U. a engagé des discussions avec le Parti Communiste. Il le fait sur la base d'un memorandum précis (page 6), sans cacher ni ce qui le sépare de son interlocuteur (page 4) ni le peu de cas qu'il fait d'une telle consultation (page 5).

Courrier des lecteurs

Parmi les lettres reçues nous reprendrons quelques extraits de celle qui nous a été adressée par le camarade Paul Baschet de Robiac (Gard) qui approuve l'idée d'une campagne en faveur de la retraite à 60 ans : « J'ai 43 ans. Depuis 23 ans, je travaille en usine pour un maigre salaire qui n'arrive pas encore à 100.000 F anciens par mois. L'atmosphère de l'usine est souvent chargée de fumée ou de vapeurs de mazout, de zinc, d'acide... J'ai vu beaucoup de mes vieux camarades de travail mourir avant d'arriver à l'âge de cette retraite attendue comme une délivrance... Dans la société où nous vivons, il y a beaucoup d'égoïsme : ceux qui ont un bon salaire, des horaires de 40 heures par semaine, la retraite à 55 ou 60 ans pensent à améliorer encore ces avantages, mais ne se demandent jamais comment ils pourraient aider ceux qui sont loin d'avoir ces avantages à les rattraper pour ensuite avancer tous ensemble... Actuellement, les revendications ne se règlent que par profession, dans la mesure où cette profession peut faire pression sur le gouvernement, par exemple l'E.D.F.-G.D.F. Quand il n'y a pas de moyens de pression, les problèmes ne se règlent pas, dans la métallurgie par exemple. Il faudrait supprimer les diverses professions : que ceux qui ont des moyens de pression fassent grève pour aider les autres. Mais même au sein des syndicats, où l'on devrait avoir le souci de faire monter toute la classe ouvrière au coude à coude vers sa libération, on accepte un peu trop facilement les disparités. La campagne proposée par le camarade Rouvel pour la retraite à 60 ans (cf. « T.S. » du 2-7-70) attirerait au P.S.U. la confiance de ceux qui, en France, ont les conditions de vie et de travail les plus mauvaises. »

Chers camarades

Dans le numéro du 15 octobre de « Tribune Socialiste » j'ai remarqué un long article de R. Chapuis consacré à la « participation » dans le secondaire, qui pour plus de clarté aurait pu être condensé en une dizaine de lignes : **pas de participation des syndicalistes du secondaire aux conseils d'administration, vive la lutte de masse dans les lycées.**

Il est vrai que l'article en question est plus que tempéré à l'avant-dernier paragraphe : « pour que rien ne se fasse dans les C.A. il faudra parfois que certains acceptent d'y être (1) (pour la défense des élèves, leur liberté d'expression et d'organisation, la recherche de positions communes parents-enseignants-lycéens... etc. »

Je ne sais pas si les enseignants sympathisants et adhérents du P.S.U. ont les moyens de boycotter sérieusement les conseils d'administration en n'y participant pas : j'ai pourtant l'impression que le passage cité plus haut, sera en général la règle et le boycott, l'exception rarissime. Par ailleurs la participation des associations de parents d'élèves, où l'influence du P.S.U. est faible, servira toujours de caution à la « participation » des professeurs : moi-même, qui ai des responsabilités dans une association de parents d'élèves (Cornec), je peux vous dire que notre participation au Conseil d'administration est sans illusion aucune sur les vertus de la loi Faure : mais notre présence devrait être une garantie pour les élèves ; en effet le seul rôle réel du Conseil d'administration est de nommer en son sein le conseil de discipline, et par ailleurs de servir de trait d'union (très édulcoré et bureaucratisé) entre élèves-professeurs et parents.

Avant de lancer le thème « avant-gardiste » de boycott en sachant que ce thème ne pourra être appliqué, peut-être conviendrait-il de définir une véritable tactique de blocage des Conseils d'administration, de l'intérieur : c'est l'avant-dernier paragraphe de l'article de Chapuis qui aurait mérité quelques développements et un peu plus d'imagination.

Jean Baumgarten.

Editions du P.S.U. LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F
En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)
C.C.P. 58-26-65 PARIS

Editions du P.S.U. LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F
En vente : Librairie « T.S. », 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)
C.C.P. 58-26-65 PARIS

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Les documents-photo insérés
dans ce numéro ont été fournis
par les agences suivantes :
A.D.N.P. - A.F.P. - AGIP -
J.-C. BOLLIER, ainsi que puisés dans nos archives.

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

SIMON
DU DÉSERT

Des luttes éparpillées au mouvement politique de masse

Abraham Behar

Malgré la censure renforcée de la presse bourgeoise, malgré la publicité exagérée faite à tout accord de sommet (comme celui de la S.N.C.F., par exemple), malgré l'absence de perspectives unifiantes, le combat ouvrier se radicalise sans cesse, entreprise par entreprise.

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est l'extension des conflits au-delà des bastions traditionnels des travailleurs : ce n'est pas seulement les postiers, les sidérurgistes, les métallos de l'automobile, qui se battent mais aussi les ouvriers du textile, de l'alimentation, les employés des grands magasins, et les travailleurs de la santé.

Ce qui frappe aussi, c'est la forte combativité, la fréquence des grèves longues, le développement des grèves articulées désorganisant la production, les prises de contrôle sur les conditions de travail, les occupations d'usines.

Deux exemples de cette combativité : à l'hôpital Henri Mondor, de Créteil, la proposition des syndicats d'une grève de 24 heures est rejetée par l'assemblée du personnel au profit d'une action immédiate. Et la semaine suivante, malgré l'opposition d'un très important syndicat, le personnel vote à bulletin secret par plus de 330 voix sur 400 suffrages exprimés la grève illimitée, transformée à cause de l'isolement de cet hôpital en débrayages tournants, service par service.

Plus significatif encore, le vote de l'assemblée des mineurs d'un des puits de Merlebach, c'est-à-dire de prolétaires les plus fidèles à l'organisation collective, et qui ont les traditions les plus

fortes en ce qui concerne la discipline syndicale. Le compromis (honorable d'ailleurs) signé par les syndicats, parce qu'il portait plus sur les salaires et non sur l'instauration des 4 x 8, est rejeté par la quasi-unanimité des 700 présents !

Mais il ne faut pas perdre de vue aussi, le caractère dispersé, isolé de chacune des luttes. Il y a de gros risques d'épuisement dans cette guérilla prolongée contre l'**organisation capitaliste du travail**, si des perspectives unifiantes ne sont pas données à toute la classe, et surtout s'il n'y a pas jonction des luttes ouvrières avec celles que mènent les couches populaires anti-capitalistes.

Ce ne sont pas les arbitrages au sommet C.N.P.F.-Syndicats, les contrats en bonne et due forme entre appareils qui pourront satisfaire ces aspirations.

C'est au contraire en donnant un débouché politique à toutes ces actions, unifiant les ouvriers des Vosges occupant l'usine de Marcillat, drapeau rouge en tête, les jeunes travailleuses de l'usine de Construction téléphonique en grève depuis quatre semaines dans le Finistère, aux sidérurgistes lorrains d'Uginor-Longwy et de la Sollac.

Or il est possible d'unifier dans les luttes les travailleurs et en premier lieu les ouvriers et les paysans. Pour la première fois dans le pays, à l'usine d'Entremont-Mercillat de Quimper, ouvriers et paysans ont combattu **Ensemble**, sur une plate-forme revendicative **commune**, et ont remporté une victoire éclatante en faisant capituler le patron en 48 heures.



Les leçons que nous donne l'avant-garde des deux mouvements, et qui nous vient de la Bretagne, c'est-à-dire d'une région dite « sous-développée » est à méditer et à appliquer dans toutes les unités de production Agro-Alimentaires de France, l'**Unité réelle** est donc possible si les objectifs et les formes de luttes sont les mêmes.

C'est à partir d'une telle réalité que nous avons à tenir les Assemblées ouvriers-paysans. C'est avec de tels objectifs unifiants, rassemblés en faisceaux dans un programme d'action, que nous pourrions répondre à la situation. Ce vaste mouvement à signification politique de classe, qui naît dans les assemblées du personnel, les actions de masse des paysans prolétariés, les comités populaires d'usagers des transports, des habitations, etc., est à unifier autour de ce programme.

Ce que nous avons à faire, à l'appel des comités d'initiative centrés sur 14 usines et 14 groupements paysans militants, c'est donner le coup d'envoi conscient d'un grand Mouvement révolutionnaire de masse.

La responsabilité du parti, et en premier lieu du secteur Entreprises et Agricole, est écrasante :

« Nous avons à **recueillir les idées des masses, les concentrer et les porter de nouveau aux masses.** »

Chaque paysan, chaque ouvrier du Parti doit se sentir mobilisé prioritairement sur cet objectif.

... Nous avons un mois pour réussir Camarades !

Le P.C.F. gestionnaire

Gérard Féran

Le parti communiste cherche des partenaires pour cet espèce de jeu de l'oie politique que constitue la conquête de la « Démocratie avancée... » Mais s'il se déclare très tolérant vis-à-vis des tricheries ou des retours en arrière du parti socialiste il refuse catégoriquement que l'on discute de la règle du jeu elle-même. Et le P.S.U. dans cette affaire est toujours le mauvais joueur. Ainsi pour la case « municipales ». Avant même que les dés soient jetés le parti communiste lors de son comité central a déclaré par l'intermédiaire de Guy Poussy que la démission des élus P.S.U. du conseil municipal de Villeneuve-le-Roi « justifie à l'avance le rôle de diviseur actif qu'ils annoncent vouloir jouer lors des élections municipales ».

Car pour le P.C. réfléchir à la nature du combat municipal dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire c'est faire œuvre de division ! Division peut-être mais par rapport à quoi ? Ici est la question.

Le retour du municipalisme

Le « municipalisme » remis à la mode par ce parti est en effet une très vieille idée et ses illusions déçues qu'elle a engendrées devraient au moins obliger l'ensemble des forces socialistes à réfléchir un tant soit peu à son efficacité avant de célébrer les vertus douteuses de « la gestion démocratique et sociale » et du « contrat communal ».

Faisons donc un peu d'histoire car il semble bien qu'à l'approche des périodes électorales le mouvement socialiste ait toujours tendance à perdre la mémoire de ses erreurs passées.

Le « municipalisme » apparaît donc dès avant 1905 date de la fusion dans la S.F.I.O. de deux petits partis socialistes l'un animé par Jules Guesde, l'autre par les « possibilistes », parti socialiste réformiste de l'époque. Le projet repose sur deux idées simples :

— Faire la preuve que les socialistes peuvent être d'aussi bons

gestionnaires que les bourgeois.

— Tenter autant que possible de faire une « gestion sociale » qui témoigne en quelque sorte de ce que les socialistes pourraient réaliser s'ils accédaient au pouvoir.

Les premiers résultats de cette « conquête des pouvoirs » première manière furent de fait assez prometteurs. Le mouvement socialiste alors totalement minoritaire, réduit à un amalgame de groupuscules dont la seule unité était la haine du régime trouva dans la bataille municipale les moyens d'acquiescer ce qui lui faisait le plus défaut : une base populaire réelle. Mais avec ces succès relatifs des socialistes commence aussi leur erreur : la confusion entre la tactique qui consistait à se battre sur tous les terrains y compris ceux concédés par la loi pour montrer concrètement aux travailleurs la véritable nature du pouvoir, et la stratégie qui ne devait en aucun cas perdre de vue que l'objectif final du combat était la destruction et non « l'occupation » de l'Etat bourgeois. La dégénérescence progressive de la S.F.I.O. qui devait par la suite abandonner totalement ces objectifs pour accepter l'ensemble des règles du jeu imposées par le régime nous permet de mesurer aujourd'hui les ambiguïtés d'une voie dans laquelle le P.C.F. voudrait à son tour engager le mouvement révolutionnaire.

De la gestion sociale à la démocratie avancée

On pourrait nous répondre que les choses ont bien changé depuis 1905. Sans doute mais en quel sens ?

● La nature de l'Etat si elle s'est modifiée l'a été dans le sens d'une inféodation plus grande encore aux objectifs du capitalisme actuel.

● Les moyens « légaux » d'exercice du pouvoir, commune, département, Parlement, etc., se sont certes transformés mais au regard des partisans du régime lui-même, les lieux effectifs de la prise de décision sont aujourd'hui ailleurs (cf. Déclarations d'E. Faure à l'Expansion).

● Là où des socialistes ont essayé de gérer « honnêtement » les intérêts d'une population, la marge effective de leurs moyens d'action a été constamment réduite et ils ont servi très souvent de caution aux décisions de l'administration sur lesquelles ils n'avaient aucune prise.

Telle est aujourd'hui la réalité qui condamne à l'échec toute straté-



M. Maurice Doublet, Préfet de la région parisienne.

gie axée uniquement sur l'occupation par les socialistes des différents échelons de la pyramide démocratique. En voulant réaliser à l'échelon local ce que serait la démocratie avancée à l'échelon national les communistes abandonnent l'analyse marxiste de l'Etat au profit de la traditionnelle utopie réformatrice de l'ascension graduelle des pouvoirs. Ils ont pour cela quelque excuse : en près d'un siècle d'histoire les révolutionnaires n'ont jamais su en France élaborer une stratégie de rupture par rapport à l'appareil d'Etat qui trouve une base de masse réelle et continue.

Entre le gauchisme et le réformisme

Ils ont oscillé entre un gauchisme métaphysique refusant le combat électoral par pureté révolutionnaire et un réformisme de fait abandonnant toute stratégie conséquente et déduisant d'une pratique réformatrice erronée la théorie absurde que l'on pouvait transformer le système par le simple jeu du suffrage universel.

Le P.C. entretient aujourd'hui volontairement la confusion sur l'utilisation possible de la bataille municipale. Il assimile en effet comme

étant globalement gauchiste tout désaccord sur sa stratégie d'union des forces de gauche et sur son objectif de « démocratie avancée ». Du coup il réduit la discussion à un simple problème tactique d'alliances électorales en accusant de division tous ceux qui veulent porter le débat sur le fond. Or la véritable discussion doit être replacée dans le contexte général de la lutte anticapitaliste.

● Elle doit porter prioritairement sur la stratégie afin de définir quelles possibilités et quelles limites le combat municipal apporte à la lutte contre le cadre de vie imposé par le capitalisme.

● Elle doit définir ensuite quelle tactique, quelles alliances sont possibles, en fonction du rapport des forces actuelles, du degré de mobilisation des habitants d'une commune et préciser quelles actions les forces politiques contractantes mettent en œuvre pour faire apparaître les limites du pouvoir municipal.

Situer ainsi le combat sur ce terrain est évidemment plus difficile que l'obtention d'un simple accord électoral.

Mais c'est aussi la seule façon de ne pas transformer à la moindre difficulté une lutte anticapitaliste en un simple aménagement du système.

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**

Municipalités et lutte révolutionnaire

Philippe Guyot

Ce n'est pas forcer les choses que d'affirmer que la démocratie locale est, en France, une caricature, s'il est possible, de la démocratie nationale. La loi de 1884 sur la liberté des communes et l'article 72 de la Constitution sur leur administration sont sans cesse transgressés. Il serait dangereux, à cet égard, de se laisser prendre au mythe des « réformes déconcentrationnaires » adoptées par le gouvernement au mois de septembre.

M. Marcellin peut bien, sans rire, accumuler force promesses en direction des maires de France. Il reste que la bourgeoisie s'alarme à l'idée qu'une véritable démocratie territoriale pourrait donner aux citoyens l'idée que la structure du pouvoir peut être transformée, y compris dans les entreprises. C'est pourquoi, elle prétend maintenir les libertés formelles afin de désarmer les volontés de lutte. Mais, dans le même temps, elle en trace des limites très étroites. Le démembrement en 38 000 petites unités de gestion est déjà une interdiction à assurer la réalisation d'une politique. Les problèmes urbains, en effet, ne peuvent être valablement appréhendés que dans le cadre d'un espace étendu. Or, c'est un préfet omniscient qui assure cette synthèse qui échappe aux maires. Un tel divorce entre la pratique et la lettre des textes est en soi un phénomène singulier.

Cette caricature n'est certes pas une novation. Cependant, l'impôt local n'est plus aujourd'hui assis sur aucune réalité. La création de toutes pièces de deux administrations de plain-pied, les communes voisinant avec les districts urbains, les communautés urbaines, les C.O.D.E.R., les O.R.E.A.M., a pour but de diluer les responsabilités. Par ailleurs, les organismes étatiques ou para-étatiques, chargés de « réaliser » les équipements collectifs, ne sont la plupart du temps que les paravents des groupes d'affaires et d'intérêts en quête de profits. Les équipements collectifs, déjà fort insuffisants, prévus par le V^e Plan, n'ont même pas pu être réalisés alors que l'institution des autoroutes à péage permet d'habituer les citoyens à la concession de l'exploitation des ouvrages publics à des sociétés capitalistes. Enfin, les communes n'ayant pas les moyens de constituer des réserves foncières sont obligées de subir la spéculation capitaliste, ce qui réduit encore leur capacité d'équipement.

Tout ceci est fait dans un dessein bien établi et parfois même ouvertement exprimé : la gestion commu-

nale, présentée parfois comme une « école primaire de la démocratie » n'est en fait qu'un moyen de créer dans les collectivités de base un vide politique qui n'a comme unique finalité que de permettre d'assurer la perpétuation de l'état actuel des rapports sociaux. Dans sa volonté de maintenir serrée sa tutelle sur les collectivités décentralisées, le pouvoir a d'ailleurs bénéficié de l'active complicité de tous ces élus qui oublient si facilement leurs électeurs. Attachés à l'ordre social existant, tous ces notables ont en effet apporté leur caution et leur soutien à cette caricature de la démocratie locale. Ainsi ont-ils joué leur rôle d'intermédiaire entre les citoyens et l'autorité centrale pour le plus grand profit de la seconde.

Des socialistes révolutionnaires doivent dès lors se demander ce que pourrait bien représenter pour eux la conquête de ces unités, vides de pouvoir, et même souvent de toute vie. Le pire danger qui les guette est sans doute celui qui a fleuri à une certaine époque sous le nom de « socialisme municipal ». On y a vu, et on voit encore, de ces administrateurs « au service de la classe ouvrière » théoriser les aménagements et les équipements qu'ils parviennent à arracher, miette après miette, au pouvoir central. Or, il est faux de croire que la construction du socialisme, qui implique une transformation radicale de l'ordre politique,

économique et social existant, pourra se satisfaire de quelques équipements, quelle que puisse être l'utilité de ces derniers. En ne replaçant pas son action dans le cadre qui devrait être le sien, celui de la lutte des exploités contre les exploités, le socialisme municipal émiette les formes de combat, anesthésie les volontés et retarde ainsi la réalisation de l'objectif dont il voudrait pourtant se rapprocher.

La seule voie compatible avec un combat réellement révolutionnaire,

c'est d'adopter une stratégie de rupture, de compter moins sur la conquête d'hypothétiques fauteuils en regard de la tâche centrale d'impulser de véritables actions de masse sur la vie quotidienne des travailleurs. Le mouvement ouvrier de ce pays doit réapprendre l'imaginaire nécessaire quant aux formes de lutte, refuser le rôle de paravent de l'Etat que toute municipalité est amenée à tenir, ériger en règle absolue l'appel à la lutte de tous les travailleurs concernés.



Mémoire sur les élections municipales

Ce texte, adopté par le Bureau National du P.S.U., a été remis au Bureau Politique du Parti Communiste français pour servir de base à un éventuel accord politique entre les deux formations pour les élections municipales. La première rencontre pour discuter ces propositions a lieu le 6 novembre.

Le Conseil national du P.S.U. qui s'est tenu à Rouen à la fin du mois de juin dernier a donné mandat à la direction nationale de discuter avec vous d'un éventuel accord politique relatif aux prochaines élections municipales. C'est pour mieux fixer les bases à partir desquelles nous pourrions entamer une telle discussion que ce texte a été rédigé.

Les élections municipales sont une occasion de mener simultanément deux batailles politiques importantes.

- Une bataille contre le pouvoir et sa politique capitaliste (politique de privatisation ou de rentabilisation des services publics, soumission du cadre de vie aux intérêts des groupes financiers, politique dite d'industrialisation qui, grâce à des avantages considérables, permet surtout la main-mise des firmes multi-nationales sur l'économie française. C'est dire que dans notre esprit la campagne électorale ne pourra, en aucun cas, se contenter d'exposer des problèmes locaux d'importance forcément subordonnée, mais qu'elle devra insister d'abord sur la dénonciation de la politique de classes menée par le pouvoir.

- Une bataille contre les solutions du réformisme bourgeois, c'est-à-dire contre les tentatives centristes telles qu'elles ressurgissent derrière J.J. Servan-Schreiber et ceux qui se font à l'intérieur même de la gauche les complices d'une telle orientation, contre le maintien des complicités antérieures de la social-démocratie avec le centre et la droite, contre d'autres variantes de la politique réactionnaire qui se camouflent parfois derrière un prétendu apolitisme. Les alliances électorales seront une occasion de faire apparaître les choix réels des formations qui se disent de gauche.

Nous estimons nécessaire de mettre en avant trois thèmes essentiels pour une bataille de classes mobilisant la classe ouvrière et les couches populaires contre la politique de la bourgeoisie.

1. Bataille contre la participation telle qu'elle est conçue par le pouvoir, et en particulier contre les contrats de progrès qui visent à réduire la combativité de la classe ouvrière et à privilégier, pour le mouvement syndical, les négociations de sommet par rapport aux luttes sociales.

2. Bataille contre la répression, telle qu'elle sévit dans l'entreprise, dans l'université et partout, contre les militants révolutionnaires. La dissolution d'organisations d'extrême-gauche, les saisies de journaux, les emprisonnements, l'usage de juridiction d'exception doivent faire l'objet d'une très vigoureuse campagne de dénonciation. L'aspect du « racisme anti-jeunes » doit être particulièrement souligné : les positions ambiguës doivent être bannies dans ce domaine.

3. Bataille contre les conditions actuelles de la gestion municipale, maintenue contre le centralisme qui maintient les collectivités locales sous une inadmissible tutelle et contre tout le système de la fiscalité locale qui réduit les municipalités à l'état de



mendicité vis-à-vis du pouvoir central et les transforme en instrument de l'Etat et en simples distributeurs de la pénurie dans la perspective encore plus austère du VI^e Plan : la bataille pour une refonte du découpage géographique et des pouvoirs des collectivités locales, afin de créer des unités, démocratiquement gérées et disposant du maximum d'autonomie, en liaison avec des communautés d'agglomération et des régions ; la restitution à la Ville de Paris de la législation des autres communes.

Ces conceptions impliquent la volonté de créer des municipalités populaires servant de points d'appui aux luttes des travailleurs. Nous ne nions pas, pour ces municipalités, la nécessité de faire face à des problèmes de gestion courante pour répondre aux besoins des travailleurs, mais nous pensons que le rôle d'éventuels élus révolutionnaires est précisément de marquer sans cesse, aux yeux de la population, les limites de plus en plus étroites de leur gestion et de faire de l'action communale le point d'appui du combat politique général contre l'Etat bourgeois.

Les thèmes suivants nous semblent ceux qui devraient permettre d'offrir aux travailleurs les meilleures explications relatives à la politique de classes de la bourgeoisie et, donc, les meilleurs axes de lutte :

- Contre la spéculation foncière et l'impuissance croissante des communes à dominer ses mécanismes, nécessité d'une appropriation collective des sols urbains à bâtir.

- Contre la mainmise croissante du secteur privé sur la « construction du cadre bâti » c'est-à-dire, à travers la « politique Chalandon », l'encouragement à l'affairisme immobilier, le choix de classe d'une construction de standing et le sacrifice du logement social, la « privatisation » et la rentabilisation à tout prix des services publics de plus en plus inadaptés, la destruction de l'environnement (espaces verts démantelés, pollutions et nuisances en tous genres) en dépit des campagnes officielles mystificatrices.

- De ce point de vue, le problème des transports en commun dans les grandes agglomérations nous semble particulièrement important, étant donné la carence et la vulnérabilité du pouvoir dans ce domaine, le degré de sensibilisation déjà obtenu dans la population, le succès des actions déjà entreprises et les immenses possibilités de campagnes à venir.

- Contre le contrôle politico-culturel que le pouvoir s'efforce de réaliser sur les jeunes et sur les travailleurs : réorganisations des Maisons de jeunes, politique Comité d'animation culturelle, efforts de toute nature pour limiter le rôle des associations populaires, vente du loisir et de la culture à l'industrie privée.

- La dénonciation de l'insuffisance des moyens financiers dont peuvent disposer les communes pour faire face à tous les besoins d'équipements collectifs.

- La dénonciation permanente, avec mobilisation de la population, de tous les aspects de la tutelle : dépendance financière, tracasseries et retards administratifs, constante de la destruction de la centralisation capitaliste, ce qui implique une lutte constante contre le pouvoir préfectoral en vue de son abolition.

Nous attachons une importance toute particulière aux rapports des élus municipaux avec la population tout entière et avec les associations locales créées par les travailleurs, dont la multiplication et l'efficacité doivent être vigoureusement favorisées : comptes extra-municipaux associant pleinement les élus et les responsables locaux, offices municipaux élargis, débat collectif avant les grandes décisions de la municipalité, participation de tout ce qui touche à l'urbanisme, etc., et, d'une manière générale, véritable pouvoir de décision est entre les mains d'un groupe restreint de notables agissant dans le secret, et dans lesquelles un véritable impérialisme municipal s'exerce vis-à-vis des associations pour les domestiquer ou, à défaut, les réduire à l'impuissance.

Une telle démocratie ouverte vis-à-vis de la population suppose, bien entendu, que les principes soient mis en œuvre au sein du Conseil municipal et de la municipalité. Un éventuel accord politique devrait être assorti d'un protocole annexe fixant les règles de fonctionnement interne permettant à toutes les forces coalisées de prendre de réelles responsabilités, de développer leur confrontation politique et, éventuellement, divergences sérieuses.

Enfin, il nous paraît nécessaire de préciser que si un tel contrat pouvait être passé entre nous, il devrait pouvoir être ouvert, sans exclusive, aux hommes et aux groupes qui souscriraient à sa ligne politique, et à eux seuls. Le contenu de cet accord lierait donc les deux parties contractantes non seulement l'une vis-à-vis de l'autre, mais aussi en ce qui concerne les accords qu'elles pourraient passer avec d'autres forces.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

• Liste n° 6

— L'Idéologie Allemande, MARX, ENGELS	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEETZ	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LENINE	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON	24,00 F

Prix réel : 112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

Sur la stratégie ouvrière en Europe

De notre envoyé spécial à Rome, Gilbert Hercet

Le P.S.U. a participé, avec une délégation composée de militants des groupes d'entreprises du parti et de camarades du Bureau national, à la rencontre organisée à Rome le week-end dernier, sur la stratégie des luttes ouvrières en Europe. Dans ce colloque, la participation française était réduite, du fait de la défaillance du P.C.F. et de la C.G.T. (malgré quelques éléments marginaux de cette dernière), à la C.I.R., au P.S.U., à la Ligue communiste, à des groupes comme Objectif 72 et Technique et Démocratie, et du côté syndical, à la C.F.D.T. En revanche, la gauche et l'extrême gauche italienne étaient représentées au plus haut niveau par des militants responsables politiques et syndicaux allant de la gauche catholique au P.C.I., à la C.G.I.L. et au « Manifesto ». D'autres camarades communistes étaient présents, notamment britanniques et yougoslaves. Mais l'intérêt de la rencontre résultait également d'une forte représentation syndicale, allemande, italienne, britannique et belge notamment (surtout dans la métallurgie).

Il n'est pas possible ici de tirer un bilan d'une rencontre forcément décevante étant donné l'hétérogénéité des participants, et forcément riche étant donné les confrontations nombreuses qu'elle permet avec des représentants d'organisations fortement intégrées dans les luttes de masse. Il est cependant utile, quitte à revenir plus tard sur tel ou tel point ou sur telle ou telle expérience nationale, de caractériser quelques-uns des débats qui ont eu lieu à Rome.

Radicalisation et renouvellement des luttes

La première leçon de la confrontation de Rome, c'est qu'aujourd'hui la combativité de la classe ouvrière semble accrue et renouvelée dans l'ensemble du continent européen. De ce point de vue, si A. Behar et les camarades français de la C.F.D.T. et du P.S.U. ont insisté sur le phénomène de radicalisation des luttes que nous connaissons en France, si les syndicalistes allemands et italiens ont noté également ce même phénomène dans leurs pays — ce que nous connaissions déjà plus ou moins bien — il a été intéressant de démontrer que cette radicalisation n'est pas propre aux Etats capitalistes avancés. De ce point de vue, les exposés des camarades irlandais, portugais, ou des commissions ouvrières espagnoles, permettent de dire qu'on se trouve devant un mouvement beaucoup plus profond et beaucoup plus généralisé.

Le second thème commun dans toutes les présentations d'expériences nationales réside dans la mise en avant, de plus en plus fréquente, de thèmes nouveaux, impliquant un certain degré de politisation des luttes ouvrières, et mettant fréquemment sur le devant de la scène la revendication du *contrôle ouvrier*. A ce niveau, des exemples anglais sont souvent beaucoup plus proches du cas français qu'on n'aurait pu le penser. Livio Labor notait également, dans son rapport centré sur la situation italienne que « la classe ouvrière a participé aux grèves avec une volonté politique dont la nouveauté a été reconnue par tous. La lutte a été déclenchée non seulement par la condition matérielle intolérable par rapport au grand développement des forces de la production et de la richesse sociale,

mais aussi par la conscience de l'exploitation, de la façon dont le travail est organisé, de l'utilisation de la force de travail par l'employeur (...). Il y a eu des victoires qui ont des caractéristiques « politiques » : nous nous référons notamment au droit d'assemblée dans l'usine et aux nouveaux instruments de contrôle de la production par les ouvriers, tels que les délégués de chaîne, d'atelier, etc. Les travailleurs ont réussi à arracher aux entrepreneurs une partie de leurs prérogatives ; ils ont réussi à se placer face au pouvoir patronal en termes nouveaux. »

Par ailleurs, beaucoup parmi ceux qui avaient mis l'accent, depuis quelques années, en Italie et en France notamment, sur la distinction des luttes quantitatives et des luttes qualitatives, étaient amenés à préciser que, sans revenir totalement sur l'intérêt de cette distinction, il convenait avant tout de se demander si les luttes considérées pouvaient amener des situations de rupture, et reconnaissaient que par exemple une très forte poussée sur les salaires peut aboutir à des situations de rupture : ce qui compte à ce niveau, c'est la création d'un rapport de forces favorable et la contestation de l'organisation capitaliste du travail.

Reste que plusieurs problèmes liés à ceux-ci ont soulevé des analyses contradictoires, ce qui du reste, était prévisible, étant donné la composition du colloque. Parmi ces interprétations divergentes, on peut citer les points suivants, tels qu'ils ont été rapportés par G. Martinet :

● Existe-t-il aujourd'hui une réelle capacité des forces socialistes d'assumer dans l'Europe d'aujourd'hui une situation de rupture de caractère révolutionnaire ?

● La question se pose de savoir si l'autogestion des luttes implique des formes d'organisation autonomes ou si elle doit conduire à une rénovation des structures actuelles, notamment à une « débureaucratization » des syndicats. On peut relever sur ce point que Bruno Trentin (C.G.I.L.), qui reconnaissait que le mouvement des délégués intéresse aujourd'hui un millier d'entreprises dans la métallurgie italienne, propose pour sa part à ce mouvement, qui risque de s'enliser, une stratégie orientée vers une volonté de prise du pouvoir au niveau de l'organisation syndicale, ce qui bien sûr est, d'une certaine façon, un geste « récupérateur ».

Avec ce type de problèmes, on est proche déjà de la question des rapports syndicats partis, qui a constitué un autre axe essentiel des débats de Rome.

Rapports partis-syndicats

Dans son rapport, l'ancien président de la C.F.D.T. André Jeanson, insistait sur les dimensions politiques de l'action syndicale et sur ses moyens. Notons sans y insister ici qu'il réclamait « que le syndicalisme favorise le choix de revendications dites « de pouvoir » ou encore de « contrôle ouvrier », c'est-à-dire des revendications qui d'une part visent à ébranler le système hiérarchique de commandement, à enserrer l'arbitraire patronal dans tout un réseau de « contrôle » de plus en plus étroit, sur

l'échelle hiérarchique, les conditions de travail, les cadences, les embauchages et licenciements, etc., d'autre part permettent aux travailleurs de s'initier aux problèmes et aux responsabilités qu'ils auront en charge dans la société socialiste de demain. » Notons également que, pour Jeanson, « le syndicalisme a le plus grand intérêt à enrichir l'arsenal traditionnel de ses moyens d'action, en tirant profit des tentatives, des expériences très diverses que l'on a vues surgir de la base depuis 1968 surtout, même si certaines d'entre elles étaient dirigées contre lui-même. »

Sur le plan des rapports avec les partis, Jeanson affirme qu'il est normal que partis et syndicats agissent sur le même terrain et qu'une formation politique se voulant expression de la classe ouvrière doit naturellement agir sur le lieu où la lutte des classes prend des formes concrètes, c'est-à-dire l'entreprise. Rejetant la théorie de la courroie de transmission comme celle de l'impérialisme du mouvement syndical dans la lutte ouvrière, invitant le P.S.U. et la C.F.D.T. à reprendre et éclaircir leur débat, l'ancien président de la C.F.D.T. est peut-être moins convaincant lorsque, après s'être refusé à choisir explicitement une solution « géographique » pour délimiter les domaines d'action du parti et du syndicat (le syndicat dans l'entreprise — le parti hors l'entreprise), il déclare cependant : « en général, au niveau de l'entreprise, la dominante devrait être syndicale, et à l'extérieur, plutôt politique. »

Sur ce problème des rapports action syndicale-action politique, un grand nombre d'intervenants a noté la contradiction fréquente existant entre la combativité accrue de la classe ouvrière d'une part, et l'affaiblissement de son expression politique d'autre part. Les cas britannique, français, allemand et italien apparaissent assez significatifs à cet égard. De même, beaucoup ont insisté sur les différents aspects de la crise des partis ouvriers traditionnels et la bureaucratisation des organisations syndicales.

Sur la nécessité d'organisations socialistes implantées sur les lieux de la production, l'accord a été unanime, tant chez les syndicalistes que chez les politiques présents. Sur les types de rapports partis-syndicats, notamment dans l'entreprise, on a vu en revanche réapparaître des conceptions fort divergentes et en général bien connues.

Michel Rocard a présenté, au nom du P.S.U., neuf points qui pourraient permettre l'indispensable clarification, que l'on peut schématiser ainsi : 1) Priorité à la lutte sociale. Le cadre légal est désuet. 2) Pas de courroie de transmission. 3) Le syndicat reste l'exécutif de la décision ouvrière.

4) Si le syndicat assure la fonction de délibération c'est par substitution. 5) Le débouché des luttes est politique. 6) La tâche du parti consiste à proposer des perspectives et objectifs. 7) La clé est le contrôle ouvrier. 8) Mais cela suppose la présence du parti dans l'entreprise. 9) La lutte hors l'entreprise est de même nature. Albert Détraz (secteur politique C.F.D.T.) affirmait son accord avec 7 des thèmes développés par Rocard, et estimait qu'une discussion devrait être poursuivie sur les points 4 et 6.

Serge Mallet dans son intervention a, pour sa part, insisté sur le fait qu'« un mouvement de masse doit coordonner les luttes populaires pour faire sauter toutes les structures de pouvoir de l'Etat capitaliste et apprendre aux masses à créer leurs propres formes de pouvoir. Ce que les masses demandent, ce n'est pas qu'on leur apporte un programme tout mâché ; mais il faut élever la capacité politique des masses à travers leurs propres luttes ».

Il est clair que sur tous ces points, l'accord pouvait difficilement se faire entre les militants d'origines très diverses présents au colloque, et que du reste l'objet de telles rencontres ne peut être que de confrontation, et non réellement de conclusion. Il convient cependant de citer les questions posées par Détraz à la fin de son intervention, car elles pourraient éclairer les discussions partis-syndicats en France : 1) La radicalisation actuelle des luttes vaille-t-elle promouvoir une nouvelle pratique syndicale ? Dans quelle mesure le mouvement syndical va-t-il pouvoir intégrer cette pratique nouvelle ? 2) La radicalisation atteignant des degrés différents selon les secteurs industriels, n'y a-t-il pas un risque de coupure dans la classe ouvrière (secteurs de pointe - masse des travailleurs) ? 3) Comment articuler la tradition social-démocrate d'une bonne part de la classe ouvrière avec le nouvel élan révolutionnaire pour arriver à un mouvement révolutionnaire de masse ? 4) Dans l'action commune, une question se pose : quelle est la part respective des partis et des syndicats, mais aussi quelle est la base d'action commune ?

S'il faut donner une conclusion à une rencontre qui n'en eut pas vraiment, c'est sans doute que, aujourd'hui, l'une des missions essentielles qui incombent au mouvement politique et syndical en Europe est d'acquiescer lui-même et d'apprendre aux masses à acquiescer, face à un capitalisme organisé largement au dehors des frontières nationales, une conscience réellement transnationale. De ce point de vue, la rencontre de Rome n'est guère qu'un balbutiement.

Centre de luttes lycéennes

ASSEMBLEE GENERALE DU CENTRE DE LUTTE LYCEEN

(ouverte à tous les lycéens)

LE MERCREDI 11 NOVEMBRE

Pour tous renseignements, écrire au C.L.L., 27, rue Linné, Paris 5^e
ou téléphoner au 331.36.39

**Il y a cinquante-trois ans,
la Révolution d'octobre**

Echec d'une expérience réformiste en Finlande

Les lignes qui suivent sont extraites du livre de Victor Serge « L'An I de la Révolution russe » que chaque militant révolutionnaire se devrait de lire ou de relire. Il nous a paru intéressant, au moment où certains, comme chaque année, enterrent à nouveau la révolution d'octobre, de publier ces extraits qui illustrent un épisode mal connu de « l'octobre rouge » : au moment où certains ont les yeux braqués sur l'expérience chilienne de Front populaire, nous aimerions que les leçons de l'histoire ne soient pas perdues pour le mouvement ouvrier ! Que les partisans de la voie réformiste — vers le socialisme, méditent sur ce qui s'est passé en Finlande et qu'ils comprennent enfin, que chaque situation révolutionnaire manquée, ouvre grande la porte à la contre-révolution et aux forces réactionnaires !

Le traité de Brest-Litovsk consommait le sacrifice du prolétariat finlandais sur lequel les révolutionnaires russes fondaient avec raison de grands espoirs. Si, en effet, la Russie était, ce que Lénine souligna maintes fois, l'un des pays les plus arriérés de l'Europe, la Finlande était l'un des pays les plus avancés du monde. Ses mœurs, son éducation politique analogue à celle des démocraties les plus progressistes de l'Occident, les victoires de son mouvement socialiste et jusqu'à sa structure industrielle, tout concourait, semblait-il à y rendre aisée la victoire du socialisme...

Deux ans après la révolution russe de 1905 qui obligea le tsar à accorder une constitution à la Finlande, celle-ci instituait chez elle le suffrage universel. Dès les premières élections en 1907, les sociaux-démocrates obtenaient au sejm quatre-vingt sièges sur deux cents. Les élections de 1916 leur donnèrent la majorité absolue : cent trois sièges sur deux cents. Ils votèrent la journée de huit heures et une intelligente législation communale. Et le parlementarisme socialiste se trouva au point mort. Pouvait-on s'acheminer paisiblement vers le socialisme, le bulletin de vote à la main ? La bourgeoisie finlandaise s'allia à Kérenski contre la diète rouge social-démocrate en majorité dont le Gouvernement provisoire de Pétrograd, continuant en l'occurrence la politique de l'autocratie, prononça la dissolution. Des sentinelles russes gardèrent les portes closes du Parlement de Helsingfors. Aux élections qui suivirent, les sociaux-démocrates gagnèrent des voix (passant de trois cent soixante quinze mille suffrages l'année précédente à quatre cent quarante quatre mille) et perdirent des sièges (tombant de cent trois à quatre-vingt-douze). Ce résultat était dû aux fraudes habiles

et cyniques des partis bourgeois.

Mais pas plus que le prolétariat finlandais ne pouvait se résigner à cette défaite électorale, la bourgeoisie ne pouvait se contenter d'une « victoire » aussi précaire. Un dénouement extra-parlementaire devait s'imposer. La bourgeoisie l'envisageait depuis longtemps et se préparait consciencieusement à la guerre civile. Le parti social-démocrate, formé depuis vingt ans à l'école de la « puissante » social-démocratie allemande et en proie aux illusions réformistes, espérait l'éviter...

La révolution d'octobre eut pour écho en Finlande, la grande grève générale de la mi-novembre (14 novembre vieux style, 27 novembre nouveau style) suscitée par une disette grave qui n'atteignait que les classes pauvres et par la politique réactionnaire du Sénat, enclin à placer à la tête d'un Directoire dictatorial le réactionnaire Swinhufwud. Le travail cessa partout. Les chemins de fer s'immobilisèrent. Les gardes rouges ouvrières, soutenues ça et là de soldats russes, occupèrent les édifices publics. Des collisions sanglantes se produisirent un peu partout entre blancs et rouges. Les députés discutaient. La bourgeoisie apeurée consentit à l'application de la loi des huit heures et de la nouvelle législation communale, ainsi qu'à la démocratisation du pouvoir exécutif qui passa du Sénat au Sejm (Diète). Et la grève générale, victoire ouvrière se termina par la constitution d'un cabinet bourgeois, présidé par le réactionnaire Swinhufwud ! C'était l'avortement d'une révolution. De l'avis des révolutionnaires finlandais, la prise du pouvoir était à ce moment possible ; elle était même très facile ; l'appui des bolcheviks eût été décisif. Mais, écrivit plus tard le camarade O.W. Kuussinen, alors un des leaders du centre de la social-



démocratie finlandaise « ne désistant pas risquer nos conquêtes démocratiques et espérant d'ailleurs franchir, grâce à d'habiles manœuvres parlementaires, ce tournant de l'Histoire, nous décidâmes d'éluider la révolution... Nous ne croyions pas à la révolution, nous ne fondions sur elle aucune espérance, nous n'y aspirions point. » Avec des chefs animés d'un tel esprit, la cause du prolétariat finlandais, était bien compromise...

La terreur blanche en Finlande

... Le chef du Gouvernement blanc, Swinhufwud, obtint l'appui de Guillaume II. Vingt mille Allemands, commandés par von der Goltz, débarquèrent à Hangoe, Helsingfors, et Loviza, prenant les rouges à revers. La prise de Helsingfors, après une âpre bataille de rues au cours de laquelle les Allemands et les blancs firent marcher devant eux des femmes et des enfants d'ouvriers (il en périt une centaine) fut suivie d'atrocités représailles. L'artillerie bombardait la Maison Ouvrière. Un journal suédois publia l'information suivante : « Quarante femmes rouges qui avaient, dit-on, des armes, ont été conduites sur la glace et fusillées sans jugement. » On ramassa plus de trois cents morts dans les rues.

Au gouvernement ouvrier, la tendance modérée représentée par Tanner était si forte, que l'on n'adopta des mesures de rigueur contre les blancs de l'intérieur que lorsqu'il fut trop tard. Les tribunaux condamnaient souvent les contre-révolutionnaires à l'amende ou à des peines bénignes d'emprisonnement. S'il y eut des exécutions sommaires elles furent dues à l'initiative des gardes rouges. L'irrésolution du gouvernement, les divergences de vues des chefs, leur refus de pousser la révolution plus avant, le caractère timoré des réformes agraires, l'impression du traité de Brest-Litovsk, affaiblissaient les rouges. Le débarquement des Allemands, produisit l'effet le plus démoralisant ; la puissance germanique atteignait à ce moment son apogée.

Mannerheim cerna Tammerfors où dix mille rouges dirigés par quelques officiers russes résistèrent avec acharnement. La ville fut prise maison par maison après une bataille de rues de plusieurs jours. On y fusilla deux cents Russes dont deux chefs de valeur, le colonel Boulatzel et le lieutenant Moukhanov. Plusieurs milliers d'assiégés parvinrent à fuir, deux mille environ succombèrent où furent massacrés, cinq mille furent faits prisonniers...

Lettre de l'intérieur du Parti

Eliane Delatour

Maria Antonietta Macciocchi est correspondante de l'Unità à Paris lorsque, en 1968, le P.C.I. lui demande d'être candidate aux élections législatives de Naples. Les handicaps sont lourds au départ. Femme, elle se heurte au « fameux mythe du mâle méridional ». Intellectuelle, elle a peu travaillé au contact des masses. « Parachutée » du centre, elle ne connaît pas Naples et suscite la méfiance des Napolitains.

D'autres difficultés surgissent de la complexité même de la ville. « Son équilibre a pour base une combinaison entre développement et retard, la misère est fonction du bien-être. » Naples est aux mains (basses) de la démocratie chrétienne. Une famille, les Gava, contrôle ce système oppressif. A l'opposé, le peuple napolitain est divisé. La classe ouvrière est incapable de se constituer en avant-garde. Elle est considérée par un sous-prolétariat encore majoritaire comme « privilégiée », et le clivage demeure profond. Les paysans restent aussi en marge, ils n'ont aucune alliance politique. Les différents groupes d'extrême gauche constituent un réel potentiel révolutionnaire, mais trop partagé dans ses buts et ses manifestations.

Un Parti qui perd son âme

La bureaucratisation et l'état de sclérose avancée du P.C.I. constituent un problème supplémentaire. « Le rapport entre fédération et centre est fondé sur le principe de « fidélité à la ligne du parti »... parfois transformé en principe de fidélité aveugle au groupe dirigeant auquel on a parfois tendance à attribuer, en le sous-estimant certes, comme principale préoccupation la conservation de son pouvoir avec toutes les répercussions que cela peut avoir dans le comportement d'un appareil. » Le P.C.I. écarte les jeunes qui tentent de « briser la bureaucratisation, l'autosatisfaction, la « liturgie interne », les méthodes antidémocratiques ».

En fait, les caractéristiques internes du parti ne peuvent être analysées séparément de sa ligne politique : « L'élaboration d'une stratégie générale fait défaut. » « Beaucoup de fédérations semblent s'être parfaitement faites au caractère inéluctable de la misère populaire » et se bornent à « une action d'assistance et à des revendications de détail ». La pratique du P.C. est plutôt réformiste : « Lorsque certains secteurs du parti confient aux élus, ainsi qu'aux syndicalistes, le devoir de traiter avec l'ordre social (plus que de le ren-

verser), on assiste à une dégradation des mœurs dans l'appareil lui-même ». M.A.M. remet aussi en cause le type d'alliance contractée par son parti : « Les alliances sont de plus en plus recherchées parmi les forces politiques au sommet avec les partis ou les couches intellectuelles, ce qui, de toute façon, est insuffisant et nuisible dans une vision de lutte, car si le prolétariat a besoin d'alliés, il doit savoir les choisir sur une base de classe et non à travers des combinaisons du sommet ».

Les conséquences de tout ceci sont inéluctables : décroissance continue des inscrits, absence d'organisation sur les lieux de travail, fédérations et sections en chômage déguisé...

L'existence d'un syndicat dans les usines, même s'il est tenu par le P.C., ne suffit pas à combler le vide créé par l'absence d'organi-

tait les discours et demandait aux gens penchés aux fenêtres de venir parler eux-mêmes de leurs problèmes dans le haut-parleur. Une femme finissait par s'avancer... « Qu'est-ce qui se passe ? » « Eh bien ! il se passe que c'est Filomena qui tient le meeting. » C'est à partir de cas concrets du travail à domicile, du logement, des enfants que M.A.M. expliquait le rôle d'un parti, la lutte des classes, etc.

Toutefois, malgré son dynamisme, M.A.M. n'aurait rien été sans le potentiel révolutionnaire des masses. En ce sens, la campagne a été un moyen pour les travailleurs, et même pour un sous-prolétariat méprisé, de s'exprimer. « Cette campagne a, tout comme le Mai français, bien que de façon très différente, manifesté l'élan irrésistible de la classe ouvrière et la jeunesse vers le socialisme dans le cœur du vieux Occident. » Mais,



sation politique. De ce fait, les rapports entre parti et classe ouvrière s'émoussent. Pour une militante comme M.A.M., il faut « dépenser 50 % de son énergie pour tenir tête et ne pas succomber au parti lui-même, et les autres 50 % contre l'ennemi de classes. »

A l'école des exploités

Malgré cela, le P.C.I. remporta un grand succès électoral et M.A.M. y a sûrement contribué. Sa campagne sort de tous les canons. « J'essaie de transformer le crétinisme électoraliste en une campagne politique ». M.A.M. a fait un choix au départ : « ne pas être une candidate-instrument électoral, mais renverser le rapport, c'est-à-dire me servir de ma candidature comme « instrument » pour entrer en contact avec le peuple.

Sa campagne fut un dialogue avec le peuple napolitain : elle évi-

comme le constate amèrement M.A.M., le P.C.I. ne retrouve un semblant de vie qu'à l'occasion des élections. « Le parti ressemble à un grand arbre qui demeure stérile depuis longtemps et qui se met tout à coup à sortir des bourgeons, des feuilles et des fruits à foison. Le contact avec la réalité qui l'environne l'ensemence, la fertilise. Mais ensuite, passées les élections, c'est comme si un long hiver l'endormait de nouveau. » C'est un paradoxe navrant ; le seul moyen capable de redonner vie au P.C. est un simulacre mis en place par la bourgeoisie.

Le dépassement du Parti

Il y a donc un véritable dépassement du parti par les masses. « Les masses sont terriblement en avance sur « vous », comme dit Althusser. Cela pose l'exigence de nouvelles

organisations et formes de luttes politiques. M.A.M. voit la solution dans un examen critique « sur ce qu'est le parti comme élément permanent de mobilisation des masses capable d'exprimer une ligne de masse sans solution de continuité ». Si on introduit un « débat clarificateur », seules les masses doivent juger de son issue. « En ce sens, je crois qu'il faudrait étudier à fond aussi la révolution culturelle chinoise, les raisons pour lesquelles elle a eu une telle influence parmi la jeunesse occidentale, ainsi que les formes, très différentes et contradictoires, qu'une telle influence y a prise. Et c'est en ce même sens qu'il faudrait, par contre, mettre en lumière les raisons de la sclérose du parti dans tous les pays socialistes européens, l'étrécissement avilissant du concept de démocratie léniniste dans le socialisme et examiner le pays de la révolution d'Octobre, l'Union Soviétique afin de com-

prendre l'écart entre cette minorité d'élite qui décide, et cette innombrable majorité qui accepte (ou subit) les décisions. »

Quelles conclusions tirer

Ce livre respire la vie et ne respecte pas les tabous.

La campagne se déroule inhabituelle, pas à pas ; le lecteur la suit, ressent les moments de découragement et d'espoir comme s'il était candidat. Et c'est à travers cette expérience limitée que l'auteur procède à une remise en cause d'ensemble. Non pas d'une manière dogmatique ou abstraite, mais avec une grande simplicité. Les problèmes soulevés sont d'autant plus passionnants qu'ils ont été écrits « de l'intérieur du parti ». Seule une militante du P.C.

pouvait analyser avec autant de véracité les rapports du P.C.I. avec les masses, sa ligne politique, sa stratégie, etc.

Ce livre, malgré cette remise en question, est un cri d'espoir. Espoir car les masses « constituent un témoignage d'immenses ressources » qui démontrent « l'imminence des temps nouveaux ». Espoir aussi car le P.C.I. « a la force, la capacité et, dans son ensemble, la volonté de renouer profondément à travers l'analyse, l'engagement et l'action collectifs pour faire face aux problèmes qui naissent de la nécessité de définir une stratégie de la révolution en Occident ». Sur ce dernier point, les affirmations de M.A.M. témoignent sans doute plus d'un attachement sentimental au parti de Fransci que d'un jugement réaliste sur le P.C.I. aujourd'hui. D'un arbre mort et à moitié déraciné ne renaît pas la vie.

Une Interview exclusive de Rosana Rossanda

“ Il faut aller très vite ”

Rossana Rossanda, ancien membre du Comité central du Parti communiste italien et l'une des animatrices du groupe « Il Manifesto » qui s'est constitué il y a environ un an, s'est entretenue avec la rédaction de « T.S. » des principaux problèmes de l'extrême-gauche italienne.

Q. Quelle est la situation actuelle du mouvement ouvrier italien ?

R. Pour la comprendre, il faut partir de l'automne chaud de 1969 et de ses répercussions. Cet extraordinaire mouvement de grèves de manifestations, de remises en question a ébranlé le système sur le plan économique et sur le plan politique. Les plans économiques du capital (investissements, élévation de la productivité, intensification de l'exploitation) se sont trouvés bouleversés. Les organisations politiques de la majorité n'avaient plus grand contrôle sur les événements. Les syndicats pour leur part furent soumis à un processus de renouvellement sans précédent : ils « récupéraient » les travailleurs, mais au prix d'une transformation profonde de leurs structures internes et de leurs rapports avec les masses.

Toutefois, il manquait à la classe ouvrière des perspectives claires. Les syndicats traduisaient dans une large mesure les poussées de la base contre l'organisation capitaliste du travail, contre le despotisme patronal, contre l'autorité de l'Etat bourgeois. Mais ils ne pouvaient suppléer à la carence d'un parti communiste qui se refusait à chevaucher le tigre, c'est-à-dire à faire tomber le gouvernement et à poser le problème du pouvoir

autrement qu'en termes de combinaisons parlementaires. Les secteurs les plus avancés du mouvement, la métallurgie par exemple, ne pouvaient s'aventurer plus loin en l'absence des moyens nécessaires à une plus forte politisation des affrontements avec la bourgeoisie. Les travailleurs s'opposaient au capitalisme avec beaucoup de vigueur, mais ils avaient besoin de savoir pour quels objectifs politiques concrets il fallait lutter.

Depuis ils sentent très bien que des luttes d'une telle ampleur ne peuvent conduire à des résultats vraiment satisfaisants que si elles sont consciemment assumées et menées en vue de mettre en échec le pouvoir de la bourgeoisie. Ils observent donc une certaine réserve à l'heure actuelle, même si leur combativité reste très grande et même si le régime ne peut se vanter d'avoir regagné beaucoup d'esprits ces derniers mois. La situation est de ce fait relativement difficile. Le nouveau gouvernement Colombo (il date de l'été) est plus à droite que le précédent et il se fixe ouvertement des objectifs de stabilisation sociale. Les syndicats laissent dépérir peu à peu le mouvement des délégués contrôlés par la base et déplacent leur action vers des thèmes de réforme sociale



(logement, santé, fiscalité). Ils trouvent dans le pouvoir un interlocuteur plutôt réticent lorsqu'il s'agit des problèmes du logement, mais qui paraît prêt en ce moment à offrir une réforme de la Sécurité sociale dans l'espoir de favoriser la stabilisation économique et sociale. La bourgeoisie est en réalité sur l'offensive.

Q. Quel rôle joue dans ce contexte le parti communiste italien ?

R. Depuis l'automne chaud, le PCI ne peut plus jouer l'ambiguïté. Face au mouvement de masse il a dû choisir clairement entre la lutte directe et ouverte contre le régime et l'insertion avouée dans les mécanismes de la politique bourgeoise, avec toutes les conséquences que cela comporte. Au moment de notre radiation du parti nous ne nous faisons aucune illusion. Mais l'évolution vers la droite est vraiment très rapide. Lors des dernières élections régionales, le PCI n'a mené aucune lutte sérieuse contre la majorité de centre-gauche ; il était surtout désireux de s'installer dans les futurs gouvernements régionaux pour renforcer ses moyens de pression à l'intérieur du système. Son manque de punch lui coûte pas mal de voix ouvrières et permet au PSI (l'aile gauche de la

majorité gouvernementale) de se tirer à bon compte d'une passe difficile. Cela n'a rien changé à son orientation. Le secrétaire général adjoint du PCI, Berlinguer, s'est même prononcé l'été dernier pour une expansion économique « qualifiée » dans le cadre de l'économie capitaliste, ce qui signifie, bien entendu, qu'il ne faut pas trop empêcher les capitalistes de faire des profits et qu'il faut adopter une attitude « responsable » face aux difficultés financières et sociales du gouvernement. On peut dire sans exagérer que le PCI est devenu lui-même un facteur de stabilisation dans la crise de la société italienne.

Q. Mais n'y a-t-il pas des réactions dans le parti ?

R. Oui, bien sûr. Le choix qui est fait de la stabilisation inquiète de nombreux militants. Dans de nombreuses fédérations, des cadres ont rompu récemment et ont rejoint les rangs des centres déjà existants du « Manifesto ». Ça a été le cas dans les fédérations de Bergamo, de Venise, de Gênes, de Rome. A Turin l'organisation des jeunes communistes a été profondément ébranlée. A Novara la plupart des militants syndicaux responsables du PCI sont venus à nous. A Ancône s'est créé sponta-



nément un centre du « Manifesto ». On peut parler d'une hémorragie lente et continue, d'autant plus significative que jusqu'à ces derniers temps le PCI était resté un parti très stable et très solide quant à son noyau dirigeant.

Ceci dit, il ne faut pas surestimer cette remise en question. Il ne s'agit pas de se représenter les choses comme si le groupe d'extrême gauche que nous représentons, pouvait prétendre dans l'immédiat fournir une solution de rechange à l'organisation politique actuelle de la classe ouvrière. Les choses ne sont pas si simples et nous avons une lutte longue et difficile devant nous.

Q. Que fait le « Manifesto » dans cette conjoncture ?

R. Nous pensons surtout qu'il faut savoir où on veut aller. Beaucoup des groupes ou groupuscules révolutionnaires ont du mal à se retrouver dans la situation actuelle. Ils passent par des alternances d'optimisme (la Révolution est pour demain) et de pessimisme (on en reparlera dans trente ans) sans arriver à coller à la réalité. Le plus souvent, ils se replient sur eux-mêmes, en défendant jalousement leur originalité. Nous pensons que là n'est pas la question. Il s'agit, bien au contraire, de fournir aux éléments les plus disponibles de la classe ouvrière et du mouvement révolutionnaire des possibilités concrètes d'intervention. Dans les entreprises des organismes politiques de base peuvent intervenir efficacement, malgré le dépérissement des délégués, pour favoriser les luttes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des syndicats. Il est possible également de faire apparaître dans la rue une force non intégrée au mouvement ouvrier officiel. Lors des manifestations contre la venue de Nixon à Rome, en commun avec le groupe « POTERE OPERAIO » (pouvoir ouvrier) et d'autres groupes, nous avons donné un sens beaucoup plus net à l'opposition populaire contre l'impérialisme américain.

Mais naturellement, nous ne nous laissons pas enfermer dans l'activisme et dans l'empirisme. Nous avons cru nécessaire de

mieux analyser la situation tout en traçant des perspectives à plus long terme. A cet effet nous venons de publier des thèses politiques que nous proposons à la discussion, nationalement et internationalement.

Q. Justement, quels problèmes essayez-vous d'aborder dans ces thèses ?

R. Nous essayons d'y réexaminer toutes les positions traditionnelles du mouvement ouvrier et communiste sans nous conformer à une orthodoxie. Nous voulons remonter aux origines véritables de la crise des partis communistes occidentaux aux raisons profondes de leur révisionnisme. A notre sens elles tiennent essentiellement aux difficultés rencontrées dès les années 1920 dans la définition et l'application d'une stratégie révolutionnaire. Les orientations « frontistes » (fronts populaires, fronts nationaux) avec leur opportunisme ne sont en réalité que la conséquence de ces déboires, tout comme l'évolution négative de l'Union Soviétique découle de ces carences.

Aujourd'hui nous pensons que la crise du monde occidental et la contestation par les communistes chinois de la politique de l'URSS ouvrent une nouvelle période dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Nous croyons qu'il est possible et par conséquent nécessaire de donner une nouvelle dimension aux luttes du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes développés. Il ne s'agit plus d'appeler les travailleurs à soutenir des solutions politiques sans leur demander de participer à leur élaboration, il s'agit de préfigurer dans la lutte les formes d'organisation démocratiques et collectives qui ouvriront la voie au communisme.

Nous sommes persuadés que sur ces bases il est possible de construire une force politique nouvelle et de regrouper beaucoup de monde, (de militants du PCI à la gauche du PSIUP en passant par les groupes et de nombreux inorganisés). L'équilibre social actuel est fragile, il faut utiliser toutes les virtualités le plus rapidement possible.



La lutte contre la conscription en Belice

Rémy Grillault

La vallée du Belice en Sicile occidentale regroupe 25 villages (environ 200.000 personnes). Les jeunes refusent le service militaire. POURQUOI ?

« Je dis que le refus de la conscription est une arme qui peut blesser l'Etat, une arme qui nous permettra la reconstruction et le développement de notre région » (un jeune réfractaire).

Depuis l'« unité italienne », l'Italie du Sud est synonyme de sous-développement et d'émigration. Les vallées de la Sicile occidentale se caractérisent, contrairement au reste de la Sicile, par la généralisation de la toute petite propriété. Les agriculteurs de ces vallées sont ainsi condamnés à se louer aux gros agriculteurs ou à émigrer dans le Nord de l'Italie. Il ne s'agit donc absolument pas des grandes exploitations de propriétaires absenteïstes et d'ouvriers agricoles, popularisées par « Le Guépard ». (Sicile centrale)

De 1960 à 1968 ont lieu les **premières manifestations revendicatives** pour le développement de la Sicile occidentale dans les vallées (Danilo Dolci). En janvier 1968 un tremblement de terre dans le val de Belice a rendu crucial le problème de la survie. Bilan : 1.150 morts, 50.000 familles touchées. Sur 25 villages : 17 partiellement ou totalement détruits, 2.500 maisons anéanties, 25.000 gravement endommagées. Devant la carence gouvernementale face à cette situation la population de la vallée s'organise en **comités populaires**. En mars 1968, sous la pression de 1.500 sinistrés (marche sur Rome) le gouvernement fait approuver une loi prévoyant le début des reconstructions en 1968 et la fin pour 1971 et, le 31 décembre 1968, un « plan de redressement économique et social »...

Un an et demi après le tremblement de terre, pas une maison n'a été reconstruite. La population vit toujours dans les baraquements déclarés insalubres par l'Inspection sanitaire. L'agriculture est en crise grave.

Devant cette nouvelle carence gouvernementale la population dénonce les responsables et déclare le gouvernement **HORS-LA-LOI**, décidant :

- de ne plus le servir (refus de payer les taxes : exonération obtenue en 1969)
- de jeter les bases d'un Pouvoir populaire (établissement par la

population d'un plan de survie).

De leur côté, les jeunes décident de ne pas servir ce gouvernement hors-la-loi en refusant le service militaire : « L'émigration comme le service militaire signifie la cessation d'une activité productive pour la région. Alors qu'il y aurait de plus en plus de travaux à faire dans la zone, l'émigration s'accroît (trop de travailleurs, peu de postes). L'émigration signifie la reprise d'une activité économique dans le Nord (de l'Italie) ayant pour contrepartie le sous-développement dans le Sud. Le service militaire signifie purement et simplement la cessation de toute activité économique. C'est, à première vue, une absurdité économique et une perte sèche. Il y a cependant une relation directe avec l'économie : le phénomène du service militaire vient encore confirmer le fait qu'on peut retirer de la main-d'œuvre à une région et ce, d'une manière « **LEGALE** » donc « **NORMALE** ». D'autre part, il exerce sans cesse une ponction de l'appareil productif, il a donc une fonction régulatrice. Dans le cas de la Sicile il vient donc à la fois accentuer l'affaiblissement des forces productives et assurer la continuation du drainage de matières premières, d'hommes, de capitaux. »

« L'armée enseigne à obéir aveuglément afin qu'ensuite on continue à obéir aux patrons, aux bureaucrates, aux parasites, aux politiciens, aux mafiosi, aux grands spéculateurs. Elle paralyse toute capacité de décision et d'initiation afin que dans la vie civile l'on n'ait plus la capacité de créer des formes d'organisations alternatives à celles voulues par la classe dominante. Elle détourne la population de ses besoins propres pour l'asservir à ceux des puissants. Elle donne l'habitude de la structure hiérarchique afin qu'on l'accepte aussi passivement dans son travail. Elle emplit la tête de fausses valeurs pour détourner l'attention des vrais problèmes de la société. »

« Les deux mille milliards de lires que coûte l'armée suffiraient à

la construction de 50.000 maisons antisismiques, de 3 digues, de 27.000 ha de terres irriguées, de 15.000 km de routes, de 28.000 ha de reboisement, et de 20.000 emplois stables. »

« Dans le seul val de Belice, sur 1.800 jeunes qui sont appelés en 1970, 920 ont dû émigrer, 150 se sont engagés dans la police, 60 sont en prison pour délit de droit commun. Nombreux parmi ceux qui restent refusent le service militaire. » (1)

Ce refus s'est concrétisé dès février 1970. Les jeunes s'organisent en comités « Antileva » (anti-conscription) et développent en même temps un travail de coresponsabilité dans la population. « Pour chaque jeune réfractaire il y a au moins 20 personnes qui déclarent qu'elles sont d'accord et sont responsables avec lui. »

Entre mars et mai ils ont obtenu 10.000 signatures dans toute l'Italie dont 2.500 en Sicile. Pour le 1^{er} juin 1970 ils ont décidé une marche pacifique sur le district militaire de Palerme, et d'y rester jour et nuit jusqu'à obtenir l'exemption du service militaire et des garanties précises pour la reconstruction et le développement de la Sicile occidentale.

Cette manifestation, bien qu'interdite, a lieu, mais est interrompue à 60 km de Palerme par des barrières de policiers en tenue de combat. Les manifestants restent néanmoins sur place pendant trois jours, soutenus concrètement par la population de la région et par des ouvriers et des étudiants des villes de Palerme et Trapani.

Allemagne

Nouvelles grèves

Pierre Gautier

Les grèves « sauvages » de l'automne 1969 en Allemagne occidentale n'étaient pas un feu de paille. On en a la preuve aujourd'hui. Depuis le 15 septembre dernier plus de quatre cent mille métallos ont participé à des arrêts de travail allant d'une heure à deux jours. Cette fois-ci il ne s'agit plus à proprement parler de grèves sauvages ; les travailleurs ne se mettent plus en grève contre la volonté des syndicats. Ils font des arrêts-surprise pour signifier au patronat qu'il doit céder dans les négociations, entamées avec les syndicats pour le renouvellement des conventions collectives. Le mot d'ordre le plus communément accepté est : 15 % d'augmentation et pas un pfennig de moins.

Toutefois on ne saurait parler d'une récupération du mouvement par les syndicats. Lorsque, comme

Suite à ces pressions populaires, le ministre de la Défense, Tannas, accepte de recevoir une délégation de jeunes. Finalement, il prend l'engagement de proposer une loi pour l'exemption générale en faveur des classes 50, 51, 52, 53. Dès le retour des manifestants la répression se déclenche, suite à des provocations fascistes (mafia) et policières : 7 arrestations et inculpations de manifestants, 19 inculpations de jeunes réfractaires dénoncés. Le 18 juillet, l'un d'eux, Vito Accardo, est traduit devant le tribunal militaire à Rome. Le procès déclenche une campagne de mobilisation en Italie, et, par les Comités de soutien au val de Belice, à l'étranger. Vito Accardo est condamné à 4 mois de prison avec sursis.

Ce procès ne résoud rien : le gouvernement continue à faire la sourde oreille, et la lutte « antileva » continue.

Actuellement, l'objectif principal étant de garder les jeunes sur place, la lutte s'oriente vers l'obtention d'une loi permettant un choix entre le service militaire et le service civil, consacré à la reconstruction et au développement de la zone. Cette loi concernera l'ensemble de l'Italie.

Ce projet de loi élaboré avec la participation de la gauche parlementaire et extraparlamentaire sera présenté au parlement le 10 novembre. Les jeunes du val de Belice appellent à la mobilisation pour l'obtention de cette loi.

(1) Citations tirées des tracts et communiqués des comités populaires et antileva et du journal de lutte « Pianificazione Siciliana » Partanna (Sicile).

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Grève des paiements dans la Z.U.P. de Mons-en-Baroeul

Lucien Saintonge

Mons-en-Baroeul, juste à côté de Lille, était il y a quatre ans une commune tranquille de 12.000 habitants à population essentiellement bourgeoise. Maintenant, pour beaucoup, Mons, c'est la Zup et ses 8.000 personnes qui habitent dans des H.L.M. ou des maisons individuelles en accession à la propriété (25.000 lorsqu'elle sera terminée).

C'est aussi un lieu de contestation.

Le conflit qui oppose les locataires à la Compagnie Générale de Chauffage qui assure le chauffage des H.L.M. et la distribution d'eau chaude ne date pas d'aujourd'hui. Les tarifs abusifs fixés par la C.G.C. ainsi que la façon fantaisiste dont sa filiale Nord-Control des Eaux établissait la facturation ont plusieurs fois provoqué le mécontentement. Mais après ces escarmouches, cette fois c'est la bataille et la protestation des locataires se caractérise par son ampleur et par la forme qu'elle revêt. Des formes traditionnelles de ce genre d'action (réunions - pétitions - délégations) on est passé à l'action de masse (grève des paiements, manifestations, etc.).

En mars 70 la communication des tarifs pour l'année 69-70 provoquait une réaction de la part des locataires du Groupe Marc Sangnier (le plus récemment habité) qui s'organisèrent eux-mêmes indépendamment de la Confédération Générale des locataires implantée dans les autres groupes de la Zup, et entamèrent la lutte (délégation massive à la N.D.E., cessation du paiement des provisions).

Le 2 septembre, les factures de régularisation pour l'année arrivent :

- Elles correspondent à une augmentation de 25 à 30 % sur les tarifs annoncés.

- En 5 mois l'eau froide est passée de F 1,44 le m3 à F 1,60 (0,97 dans le Vieux Mons), l'eau chaude de 5,93 à 6,44. Un ingénieur de la C.G.C. habitant la zup a calculé que le prix de revient maximum de l'eau chaude ne devrait pas dépasser F 4,50.

- Les « erreurs » de facturation de la N.D.E. sont inconcevables de la part d'une société comptable : elle fait payer des rappels à des locataires qui viennent de s'installer.

- Un des éléments de la facturation, l'abonnement forfaitaire, intervient comme assurance en cas de casse, mais cette assurance est déjà comprise dans le loyer.

La plupart des locataires sont incapables de payer la somme qu'on leur demande (un exemple : salaire : 900 F, loyer : 350 F, rappel pour 9 mois compte tenu des provisions déjà versées : 456 F).

La colère des locataires éclate, la grève des paiements est décidée. Elle est toujours suivie à 80 %.

La démocratie en action

Deux organisations prétendent représenter les locataires. La C.G.L. implantée sur la Zup à l'occasion des mouvements antérieurs, se veut apolitique. Attachée aux formes d'actions traditionnelles elle est prête à toutes les négociations.

Le comité de grève est surtout implanté dans le Groupe Marc Sangnier où la grève est suivie à 95 %. Ses positions sont beaucoup plus dures et il préconise des actions de masse, comme celles qui ont été menées depuis Mai au groupe M. Sangnier.

La première victoire du comité de grève est extrêmement significative : il a conquis l'hégémonie dans la direction de la lutte et est devenu maintenant le seul représentant des locataires ayant rallié à ses positions ceux qui suivaient précédemment la C.G.L. Cette victoire est, à notre avis, due essentiellement à la pratique constante de la démocratie de masse.

Les locataires de chaque entrée ont au moins un délégué et se réunissent régulièrement pour faire le point de l'action. Les délégués de chaque entrée se réunissent aussi régulièrement ; mais chaque fois qu'il y a une décision importante à prendre, les locataires se réunissent en assemblée générale.

Les actions menées par le comité de grève ont toutes ce caractère de masse qui leur donne un poids considérable, et la solidarité des locataires qui en découle est un atout capital dans la vigueur de ce mouvement. En faisant mettre une affichette à la fenêtre de chaque gréviste, le comité de grève a su donner un caractère collectif à cet acte individuel de refus de paiement. Il suffit de regarder les immeubles pour s'en convaincre.

Le comité de grève a organisé plusieurs manifestations. Le 3 octobre plusieurs dizaines de locataires sont allés offrir des « bouteilles d'eau chère de la Zup » à Ortoli en visite à Mons. Il y en aurait eu beaucoup plus si Ortoli, pour éviter une telle rencontre, n'avait pas modifié le programme de sa visite. Après avoir refusé de discuter avec des manifestants, le ministre, pour pouvoir finir tranquillement son repas, a dû accepter de recevoir deux représentants des locataires à qui il a fait savoir qu'il pourrait faire un petit quelque chose. Peut-être que si la Zup avait été à Lille...

Après avoir obligé la C.G.C. à suspendre la gestion de la N.D.E., les actions des grévistes ont contraint la mairie de Mons, l'office d'H.L.M. et la C.G.C.-N.D.E. à accepter la discussion avec le comité de grève. Après la ren-

contre du 5 octobre, les propositions suivantes ont été faites aux locataires :

- Eau chaude : F 6,19 au lieu de F 6,44.

- Chauffage : diminution de 11 % soit :

F 578 pour les F3,

F 667 pour les F4,

F 827 pour les F5.

suppression de l'abonnement au 1-1-71.

Ces réductions prises en charge par les propriétaires (qui sauront bien se les faire rembourser) correspondent en fait à l'eau chaude utilisée dans les parties communes ainsi qu'au préchauffage des appartements non encore habités. L'assemblée générale des locataires a refusé cette proposition et maintient ses exigences : F 4,50 le m3 d'eau chaude et F 289,25 - F 343,25 - F 420,00 pour le chauffage suivant les types d'appartement, c'est-à-dire les prix de 68-69 indexés sur l'augmentation du coût de la vie. Elle ne veut pas d'aumône mais une nouvelle tarification. La lutte continue ; les locataires sont décidés à imposer leur tarif.

Une tribune politique : les élections municipales

Cette lutte qu'ont entreprise les habitants de la Zup de Mons est convergente avec celles qui se sont déroulées, avec le soutien du P.S.U. dans la Zup de Béthune (sur le même problème du chauffage, contre la même C.G.C.) à Arras et à St-Omer contre les augmentations de loyer des H.L.M.

Mais faute d'avoir su dégager une ligne politique anticapitaliste commune, les participants à ce mouvement n'ont pas encore pu donner un prolongement politique à leur action qui, limitée à la lutte économique, risque fort de se trouver bientôt dans une impasse.

Cependant les habitants de Mons disposent encore d'une possibilité : des élections municipales partielles auront lieu à Mons le 8 novembre. Ce sera l'occasion de placer sur un plan directement politique les problèmes soulevés par ce mouvement en dévoilant la complicité de la municipalité et des pouvoirs publics avec les exploitants en dénonçant le système capitaliste, basé sur le profit, où la bourgeoisie récupère d'un côté ce que les travailleurs lui arrachent de l'autre.

Le P.S.U. présente une liste à ces élections car il pense que c'est aussi le travail des militants révolutionnaires que de traduire en termes politiques les aspirations des locataires en lutte et de permettre que, lors de ces élections, se manifeste l'opposition au système capitaliste d'une partie de plus en plus grande des habitants de Mons.

Des inadaptés mentaux dont on se débarrasse

L'Education nationale ne prenant pas en charge les enfants qui sont en dessous d'un certain coefficient intellectuel, ceux-ci dépendent de la Santé publique.

En réalité, on assiste à une véritable mainmise du secteur privé sur les centres de rééducation d'handicapés mentaux :

— Par le système de formation de l'encadrement (suppression récente du certificat de psychagénésie, seul diplôme dans ce domaine) ;

— Par la propriété et la gestion privée des centres ;

— Par la charité officialisée qui pallie les carences immédiates avec la bénédiction de l'Etat ;

— Par une surexploitation des malades adultes dans les « centres d'aide par le travail ».

Devant cette situation, les rééducateurs, soutenus par les parents des malades, se sont mis en grève dans les centres A.C.R. (Association des centres de rééducation) de Champigny, de Montreuil et de Paris-20^e, ainsi que dans le Centre municipal de Corbeil, depuis le 21 octobre.

Ils réclament :

— La réintégration de la formation dans le secteur public ;

— Des statuts professionnels et l'intégration dans une convention collective.

L'assemblée des grévistes et des parents d'élèves s'est donné les moyens d'action appropriés :

— En occupant les centres ;

— En déclenchant une large campagne d'information auprès de la population ;

— En se rendant nombreux au ministère de la Santé publique.

Le scandale de la rééducation des inadaptés mentaux est lié à la politique gouvernementale en matière de services publics.

La charité, le bénévolat, bientôt le service civique féminin suppléeront aux carences d'un régime qui ne se préoccupe que de ce qui est rentable.

Les travailleurs des centres, les parents des handicapés et la population ne s'y trompent pas et ont compris qu'il s'agit bien d'un problème politique auquel ils ont répondu et répondront encore par l'action.

Les cahiers de Mai ouvrent le dialogue

Les « Cahiers de Mai » viennent de tenir une série de réunions à Paris et en province, notamment à Lyon, pour faire connaître les luttes menées par les travailleurs d'Usinor-Dunkerque. C'est à la demande des ouvriers eux-mêmes de cette entreprise que ce débat sur les formes nouvelles de lutte anticapitaliste a été engagé :

pour nombre de militants ouvriers, le problème de l'isolement est aujourd'hui, en effet, particulièrement grave. Les leçons extrêmement riches qui peuvent être tirées aujourd'hui d'une stratégie axée sur le contrôle ouvrier ne peuvent se transformer en actions de masse que s'il existe des lieux de

débat réel entre les travailleurs. Ainsi, la découverte faite par les militants syndicaux C.F.D.T. d'Usinor de l'efficacité de grèves surprises, désorganisant la production et plaçant le patronat en position difficile, au contraire des actions traditionnelles, doit pouvoir être connue et discutée par un

nombre croissant de travailleurs. Les « Cahiers de Mai », malgré la faiblesse de leurs moyens, ont eu le mérite de proposer une forme nouvelle d'information et de débat au courant ouvrier né de Mai 68. Nous reviendrons prochainement sur la situation actuelle de leur mouvement.

Les mille et une manières de faire l'amour

Depuis quelque temps le docteur Bernard Muldworf mène dans « l'Humanité » une campagne contre les partisans de la « liberté sexuelle ». On ne peut, nous dit-il, se battre sur le mot d'ordre de la « liberté sexuelle », car il nous détourne du véritable combat anticapitaliste. Dans une tribune libre publiée par le « Nouvel Observateur » il écrit par exemple : « Comme, d'autre part, dans le ciel de l'idéologie, rien ne vient jamais gratuitement, tout ce tapage autour de la liberté sexuelle ne peut pas ne pas relever d'une analyse politique. » Et pour bien préciser les choses, il ajoute : « C'est en ce sens, il me semble, qu'en désignant le couple et la famille comme structures contraignantes, on détourne vers un ennemi imaginaire des forces et de l'énergie qui seraient mieux employées contre l'ennemi de classe actuel, la bourgeoisie monopoliste. Comme seraient mieux employées notre énergie et notre plume à œuvrer en commun au rassemblement des forces de gauche plutôt que de discuter sur les mille et une manières de faire l'amour. »

Accordons au docteur Muldworf que

le refus du couple et de la famille n'est pas forcément un signe de libération : il suffit d'ouvrir les yeux autour de soi pour s'en rendre compte. Et l'on sait bien que la bourgeoisie s'accorde depuis longtemps une liberté sexuelle pas très reluisante. Mais c'est bien tout ce qu'on peut lui accorder. Pour le reste, ses positions sont parfaitement réactionnaires sur le fond. Il ignore ou feint d'ignorer que le couple et la famille assument aujourd'hui des fonctions coercitives ou idéologiques qui contribuent au maintien du régime capitaliste. Pensons à la condition qui est faite aux femmes, à tout ce qu'on leur impose et à toutes les menaces qu'on fait peser sur elles pour les intimider et fermer leur horizon. La famille, le couple ne sont pas des îles ou des havres totalement isolés du reste de la vie capitaliste. C'est pourquoi la prise de conscience de l'oppression sexuelle, la révolte contre les traditions familiales peuvent être le début d'une prise de conscience anticapitaliste beaucoup plus globale. Il vaut mieux reconnaître cela que de se gausser des mille et une manières de faire l'amour.



144 jeunes assassinés

« Les Français veulent comprendre », titre « France-Soir ». Toute la presse, à la « une », titre sur le drame de Saint-Laurent-du-Pont. Mais est-ce si difficile à comprendre ?

Des dancings comme le Cinq-Sept, il y en a des milliers en France ; des milliers de machines à fabriquer du fric, à vendre des loisirs, dont les sorties de secours sont cadenassées pour « éviter les resquilleurs ». Dame, il faut que ça rende !

Et des tourniquets, il y en a aussi dans les supermarchés...

Le crime est signé : son auteur s'appelle la société de consommation, la société capitaliste dont ces cent quarante-quatre jeunes victimes font partie des faux frais, tout comme en font partie les accidentés du travail ou les travailleurs immigrés brûlés vifs dans leurs bidonvilles.

Assez d'hypocrisie, messieurs les patrons de la presse bourgeoise : vous connaissez aussi bien que nous les responsables de cet assassinat : vous et votre société corrompue.

Commission Nationale Entreprises

Branche Electricité-Gaz de France, conférence nationale le 11 novembre, à partir de 9 h, 81, rue Mademoiselle.

La Lorraine en lutte

Jacques Sauvageot

Au moment où Ceyrac vantait devant les téléspectateurs les accords signés sur l'emploi, la formation professionnelle, la mensualisation, l'usine SACILOR de Gandrange, près de Thionville, usine faisant partie du groupe Wendel et dont le même Ceyrac est administrateur, entrainé dans sa dixième journée de grève.

Dans cette entreprise qui occupe 4 250 personnes (dont 1 250 « administratifs »), le mouvement était à l'origine parti dans le service T.F.M. - Parachèvement (train fer marchand - parachèvement : en bout de ligne, là où on finit le produit) ; ce service emploie beaucoup de travailleurs sous contrat, et c'est eux qui ont arrêté le travail ; ils demandaient de meilleures conditions de travail, une augmentation de salaire et le respect de leur dignité dans l'entreprise.

La direction ne s'est pas contentée de répondre NON à ces travailleurs : elle leur a déclaré la guerre :

● Elle a cité les grévistes devant le tribunal de grande instance, lequel a tranché en sa faveur (naturellement ! Les tribunaux vont beaucoup moins vite lorsqu'il s'agit de défendre les travailleurs contre les patrons !). Les grévistes ont été forcés de vider les lieux qu'ils occupaient, et menacés en cas de réoccupation d'être expulsés par la police. Ils devront même payer les frais de justice !

● Elle a décidé de sanctionner les travailleurs en lutte par trois jours de mise à pied dès la reprise du travail. Elle a même fait des menaces de licenciements.

Ce mouvement était parti en dehors de toute organisation syndicale parce que les travailleurs de ce service étaient lassés des cadences ; mais lorsque la répression s'est abattue, les syndicats sont rentrés dans le coup : la réponse à ce coup de force du patronat a été la grève générale à l'appel de la CGT et de la CFDT ; des piquets de grève ont été organisés devant les portes de l'entreprise et une grande majorité des travailleurs n'a pas hésité à entrer dans la lutte.

Lorsque les piquets de grève ont été levés, les grévistes se sont rendus à l'intérieur de l'usine pour tenir des réunions d'information et obtenir le débrayage des autres servi-

ces ; tous les services ont été invités par les organisations syndicales à déposer leurs cahiers de revendication, ceci pour tenter d'élargir la base du mouvement et obliger la direction à céder.

En dehors même de ses résultats, ce mouvement est important en ce sens que c'est la première épreuve de force que connaît cette usine qui a commencé à fonctionner depuis moins de deux ans (et qui n'est d'ailleurs pas encore totalement installée) ; jusqu'à présent les travailleurs n'avaient pas encore réussi à s'organiser : il n'y avait en tout que huit délégués élus et les candidats étaient rares. Nul doute que cette grève sauvage, qui a éclaté dans un climat tendu à la suite du refus de la direction de discuter de quoi que ce soit, ne contribue à accroître les capacités d'organisation et de lutte de ces travailleurs, qui pourront aussi s'appuyer sur les mouvements des autres entreprises de la région.

Grève à l'aciérie Martin de Wendel- Sidelor

Le jeudi 22 octobre, à 22 heures, les travailleurs de l'aciérie Martin d'Hayange occupent leurs lieux de travail et leur grève est suivie à 100 %. Or, la CFDT avait appelé à une réunion des travailleurs de l'aciérie pour le 23 octobre ! Cependant cette grève, partie spontanément, est en fait le résultat d'un long travail des militants de la CFDT sur le problème des conditions de travail et des salaires. Le mouvement est en effet parti des conditions de travail, particulièrement pénibles et dangereuses : la direction n'a non seulement jamais voulu moderniser les installations (l'aciérie ne doit-elle pas fermer dans un avenir non encore précisément déterminé ?) : elle n'a même pas voulu les entretenir. Aussi les travailleurs risquent-ils l'accident à chaque instant (le 14 octobre un ouvrier a été blessé par un panier de briques qui s'est détaché d'un pont roulant), le même accident avait failli se produire la veille) ; la mauvaise qualité des installations fait que la santé des travailleurs s'en ressent, et la retraite à 65 ans dans cet enfer ne sera pas réservée à

beaucoup. L'inspection du travail elle-même a été contrainte de demander à la direction de remettre les affaires en ordre avec la législation.

De plus, les salaires des travailleurs sont atteints : après la diminution de la durée du travail (la semaine passe à 42 heures), les travailleurs ont pu constater, d'une part que leurs salaires diminuaient et d'autre part qu'ils étaient inférieurs à ceux que gagnaient, à quelques kilomètres de là, les travailleurs de la Sollac.

Réponse de la direction aux demandes de discussion des délégués : reprenez le travail, garantisiez qu'il n'y aura pas de mouvements pendant trois à quatre semaines... et l'on verra si la discussion peut reprendre !

Là comme partout, le patronat refuse de discuter. Mais ce qu'il faut noter ici, c'est que les travailleurs se sont réunis pour déterminer eux-mêmes leurs revendications (pas de perte de salaire pour le passage à 42 heures, alignement sur la Sollac...) et les formes de leurs batailles.

Grève-bouchon à Usinor-Thionville

La grève a éclaté dans le service-clef : celui qui four-

nait le plus gros tonnage d'acier. Une bonne partie de la production a été ainsi arrêtée. Un cahier de revendication était en discussion depuis trois semaines. Là aussi le patron répond par le refus de discussions et de concessions et menace de lock-out l'aciérie Thomas. Par suite de l'intransigeance patronale, c'est donc à l'épreuve de force que se trouvent contraints les travailleurs.

En fait, et nous y reviendrons plus tard, les patrons se moquent bien des travailleurs des entreprises d'Usinor ; tout ce qu'ils leur demandent, c'est de travailler le plus possible pour le moins cher possible, les profits de Thionville devant servir à financer les installations de Dunkerque.

De même pour Wendel-Sidélor, dont les profits réalisés dans la région Lorraine doivent servir à financer Fos et permettre la transition liée à la mise en route de ce complexe.

L'essentiel est que les entreprises tournent, quelles que soient les conséquences que cela peut avoir sur la santé et la vie des travailleurs. C'est ce que le patronat appelle la modernisation industrielle ; c'est en fait l'accroissement de ses bénéfices sur le dos des travailleurs.

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

Dans les houillères de Lorraine : une grève « pour un paquet de cigarettes »

Une grève de plus de 10 jours dans les houillères de Lorraine, grève généralisée, vient de se terminer par l'obtention de ce qu'un mineur a appelé, à juste titre, « un paquet de cigarettes ».

A l'origine : la grève des mineurs de Merlebach. Motif : la mise en route du travail sur quatre postes au lieu de trois. Pourquoi ? Pour augmenter la productivité du travail qui nécessite aujourd'hui des machines modernes et coûteuses. Conséquence de cette nouvelle organisation du travail sur la vie des mineurs : plus mauvaise répartition des temps de travail et de repos, moins de vie de famille pour ceux, les plus nombreux, qui viennent travailler de loin en autocars...

A la suite d'une enquête faite par la CFDT, et faisant ressortir un profond mécontentement de la base, la CGT prend l'initiative de la proposition de ce qu'elle aurait

voulu être une journée de grève de 24 heures sur Merlebach. Mais la grève a duré plus de 10 jours, parallèlement à la grève de la faim supportée par trois responsables syndicaux (dont un de la CGT malgré les réticences de son organisation), et s'est étendue progressivement à tout le bassin houiller.

Alors que la grève était partie sur des points bien précis, en particulier la nouvelle organisation du travail, la CGT a mis en avant dès le début un cahier de revendications, à la fois générales et ambitieuses. C'est ce qui lui a permis, au bout de 10 jours, de faire rentrer les travailleurs dans la mine, les uns après les autres, malgré le vote pour la poursuite de la grève intervenu à Merlebach à la suite de la discussion avec le patronat (sur 700 travailleurs présents, seuls 4 ont voté pour la reprise du travail malgré les interventions faites clairement en ce sens par le délégué de la CGT). Elle a pu en effet prétendre que la direction avait cédé sur certains points de son catalogue ; en réalité celle-ci n'a rien ac-

cordé sur l'organisation du travail, et, sur le reste — en particulier sur les qualifications et les salaires — elle n'a fait qu'admettre ce qui existait déjà, à la suite de luttes antérieures, depuis plusieurs années. Les travailleurs sont rentrés dans les puits les uns après les autres, faute de perspectives, et les mineurs de Merlebach ont dû suivre. C'est là un recul considérable par rapport à d'autres actions, menées en particulier avec la CFDT, au cours de l'année précédente, action qui, sur des points particuliers (contre les déclassements, contre les bas salaires, des garde-vestiaires ou des gars des carrières de sable par exemple) et certes localisés avaient en fait amené à chaque fois la direction à faire pounce.

Les travailleurs ont repris le travail ; mais ils ont pu, ici plus qu'ailleurs peut-être, se rendre compte qu'il était capital pour eux de prendre eux-mêmes en main l'organisation de leurs luttes.

Sur cette grève, comme sur celles de la région sidérurgique nous reviendrons la semaine prochaine.

Grèves à Rhône-Poulenc

Chez Rhône-Poulenc, le secteur « Chimie » représente quinze mille travailleurs sur les cent mille du groupe Rhône-Poulenc (R.P. S.A. : textile artificiel, chimie, pharmacie...). Les usines chimiques importantes sont celles de Roussillon, Saint-Fons, Chalampe, Elbeuf, Vitry.

Forcés de faire grève pour voir aboutir leurs revendications, les salariés de l'entreprise se sont heurtés à des refus successifs et, dernièrement, à une manœuvre de la Direction générale. Celle-ci, effectivement, a fait mine de vouloir « discuter » en proposant une réunion à Paris le 23 octobre, mais a demandé en même temps aux syndicats de suspendre l'action jusqu'à celle-ci...

Le grand mythe de la concertation et de la discussion en a pris encore un sérieux coup ! Cette réunion s'est soldée par un échec, les syndicats avaient pourtant suspendu les mouvements la semaine précédente... La manœuvre était déjouée, il semble bien que le patron aurait voulu, en prenant prétexte du maintien de la grève prévue : mettre l'échec des négociations sur le dos des syndicats « qui font la grève pour la grève »...

Mieux, même cette attitude patronale a rallié au combat beaucoup de gars qui pensaient cela avant et qui, maintenant, se retrouvent dans la lutte au côté de leurs camarades.

Aussi, à contre-courant de ceux qui auraient voulu négocier « à froid », qui hésitent à créer le rapport de force nécessaire préalablement à toute discussion, de nombreux travailleurs, pensant que la grève illimitée serait plus apte à faire aboutir leurs revendications, ont montré en assemblée générale des grévistes partisans de la forme d'action la plus dure possible (arrêts répétés de désorganisation de la production) comme préparation d'un mouvement plus dur si le besoin s'en fait sentir.

Il faut s'attendre à ce que le patron ne tolère pas ce genre d'action et qu'il tente des mesures de répression et de division pour briser le mouvement.

Les actions ont déjà démarré à Roussillon, Elbeuf, Saint-Fons, et des discussions sont en cours entre les travailleurs de Vitry et Chalampe pour voir comment ils se solidarisent.

Bilan d'un échec à la Thomson

Il faut toujours tenir compte de nos erreurs car elles sont parfois plus pédagogiques que nos réussites, le bilan des luttes à la Thomson-C.S.F. est très positif car il montre un certain nombre de choses à éviter.

A l'origine, deux grandes centrales syndicales implantées à la Thomson-C.S.F., la C.G.T. et la C.F.D.T., avaient chacune un programme de revendications.

La C.G.T. réclamait 5 % d'augmentation et pas de salaires en dessous de 1 000 F.

La C.F.D.T., dans un but d'écrasement de la hiérarchie des salaires, demandait, pour tous le monde, une somme équivalente à 10 % du salaire moyen de la masse salariale (environ 150 F).

Les directions locales de ces deux grandes centrales tenant compte de l'échec des négociations de mars décidèrent de se rencontrer afin de négocier avec un programme commun et se mirent d'accord pour revendiquer 50 F plus 3 % pour tout le monde. La date de négociation prévue par la direction du trust, à la mi-

octobre, fut, elle aussi, acceptée.

Il y a là plusieurs erreurs graves :

— Accepter des négociations sans luttes ;

— Accepter le sujet de négociation imposé par le patronat (uniquement sur les salaires) ;

— Les accepter à une période de rentrée de vacances, période où la combativité des travailleurs est fragile, et cela malgré l'expression de la base qui réclamait qu'un rapport de force soit établi avant ;

— Ne pas avoir cherché une plate-forme commune qui aurait unifié les revendications des travailleurs des différentes filiales du trust, car les revendications sont différentes suivant les villes, les travailleurs de province étant moins payés que ceux de la région parisienne et elles sont différentes aussi suivant les qualifications professionnelles, les ouvriers spécialisés des unités de production n'ayant pas les mêmes problèmes que les agents techniques des filiales d'étude.

Parce que F.O. et C.F.T.C. s'étaient ralliées à la plate-forme syndicale, les délégués ont entamé cette négociation à froid avec optimisme, mais ils déchantèrent vite car ils se heurtèrent à la direction générale de la Thomson qui fut intraitable, accordant 3,5 % pour les salaires de moins de 1 300 F et 3 % pour les salaires de 1 300 à 5 500 F, et rien de plus. Malgré les apparences, ceci n'écrase pas la hiérarchie de salaires comme le prouve une simple opération arithmétique : un travailleur qui gagnait 800 F se trouve augmenté de 28 F alors qu'un cadre qui gagnait 5 500 F se trouve augmenté de 155 F, et le rapport des salaires passe de 6,87 à 6,85, autrement dit rien du tout.

Ceci est un exemple très parlant de ce qu'entendent faire le patronat et le gouvernement quand ils parlent de faire un effort pour les bas salaires. Ceyrac et compagnie font semblant de tenir compte des revendications des travailleurs et font semblant d'accorder quelque chose sans rien donner, suivant le vieux pro-

verbe français : « La façon de donner (pour le patronat) vaut mieux que ce que l'on donne. »

Les appareils syndicaux, ne voulant pas reconnaître leurs erreurs, donnent l'ordre de se bagarrer. La lutte a démarré assez mollement en province, à Dijon, Chatou, Saint-Egrène, etc., là où les salaires sont les plus bas, et plus durement dans les unités de production de la région parisienne à Suresnes et Laval, ainsi qu'à Malakoff où les différents ateliers se mirent en grève pour les revendications initiales 50 F plus 3 % et pour leurs revendications propres, les agents techniques réclamant des cours de recyclage payés par le patron et la suppression des examens pour passer d'une qualification à une autre, alors que les câbleurs avaient d'autres revendications dont certaines pour les femmes enceintes.

Par un curieux hasard, les endroits où les travailleurs furent les plus combatifs sont ceux où nos camarades du P.S.U. eurent une audience,

alors que dans les lieux où le P.C.F. est influent, les luttes furent brisées dès le début. Mais nos camarades du P.S.U., bien qu'aides dans certains endroits par d'autres militants gauchistes, ne firent aucun miracle, et aucune de ces luttes n'a abouti étant donné le peu de mobilisation, ce qui était prévisible en cette période.

En conclusion, il ne suffit pas, à l'heure actuelle, d'avoir été élu délégué du personnel pour impulser et diriger des luttes, il faut respecter la démocratie ouvrière et tenir compte de ce qu'exprime l'ensemble des travailleurs, ceci évite que des luttes spontanées soient brisées sous prétexte d'aventurisme et évite aussi de croire qu'on peut déclencher une grève généralisée ou même par atelier parce que la direction de la section syndicale l'a décidé.

Il ne faut pas non plus se laisser bernier par une unité d'appareil, même si elle est très large (F.O., C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.T.) et toujours travailler en vue d'une unité à la base et dans la lutte.

Le patronat recule devant l'unité

Depuis mai 1970, la section PSU de Quimper a créé un groupe « ouvriers-paysans » composé de syndicalistes CGT, CFDT, CDJA. L'objectif premier de ce groupe a tout de suite été de favoriser la liaison et l'action commune entre paysans et ouvriers chaque fois que les luttes sociales engagées le permettraient car ceci est qu'à travers cette unité que peut se développer une force révolutionnaire en Bretagne.

*Un meeting avec
Bernard Lambert
et Abraham Behar*

Alors que le PSU portait tous ses efforts sur cette unité les appareils syndicaux re-chaient les liens qui s'étaient noués entre syndicats ouvriers et paysans lors de la manifestation du 8 mai 1968 pour l'emploi en Bretagne (voir article ci-contre). C'est pour réaffirmer la nécessité d'unifier les luttes des ouvriers et des paysans et pour leur donner un sens politique que la section de Quimper organisait le 26 octobre un meeting avec Lambert et Behar sur le thème « unité ouvriers paysans pour le socialisme ».

Une « Coïncidence »

Le meeting était prévu pour le lundi soir.

Le dimanche matin les ouvriers de l'usine Entremont (industrie latière) se mettaient en grève pour :

- Le paiement du 13^e mois ;
- La majoration du paiement des heures de dimanches et jours fériés ;
- Le paiement par la direction des heures de panes.

Mais du coup, 7000 producteurs de lait ne pourraient plus écouler leur production. L'affichage monstre organisé par la section sur le thème unité ouvriers-paysans, allait-il être illustré par la manière dont se dérouleraient les luttes ? Le travail déjà amorcé par le groupe paysans-ouvriers de la section de Quimper allait-il porter ses fruits ? Ou allait-on assister à un affrontement entre les travailleurs d'Entremont et les producteurs de lait ?

L'unité dans les luttes

Le lundi après-midi on apprenait que paysans et ouvriers, pour la première fois dans ce département s'unissaient contre le pouvoir patronal et le système capitaliste :

- Le lait était ramassé dans les fermes par des équipes constituées d'un chauffeur, d'un ouvrier de la laiterie et d'un paysan ;
- Les producteurs de lait participaient à la rétribution du travail des ouvriers et des chauffeurs au prorata du nombre de litres de lait livrés ;

● Les ouvriers et les paysans se présentaient ensemble devant la direction et exigeaient :

— La satisfaction des revendications des travailleurs de l'entreprise ;

— Le paiement intégral du lait livré (les réservoirs de l'usine allaient vite déborder) ;

— La revalorisation du prix du lait à 51,50 F.

Les travailleurs de l'entreprise continueraient la grève si les revendications des paysans n'étaient pas satisfaites.

La direction cède

Le mardi la direction céda sur l'essentiel :

- Paiement du treizième mois, 50 p. 100 en 1970 et 50 p. 100 en 1971 ;
- Majoration des dimanches et des jours fériés de 70 à 100 p. 100 ;
- Revalorisation du prix du lait si les autres entreprises suivent ;
- Paiement intégral du lait livré.

Une action exemplaire

Ainsi était illustré sur le tas ce dont B. Lambert, A. Béhar et des militants ouvriers et paysans avaient débattu lors de l'excellent meeting du lundi soir. La place donnée dans la presse nationale (voir « le Monde » du 28 octobre) à ce meeting et au conflit d'Entremont prouve s'il en était besoin qu'il s'agit-là d'une action exemplaire et pleine de promesses pour les militants ouvriers-paysans qui savent que le renversement du capitalisme ne peut se faire sans l'unité entre les ouvriers et les paysans victimes du système.

Le tract du P.S.U.

Le conflit déclenché dimanche matin par les ouvriers des usines Entremont de Quimper et de Carhaix s'est terminé mardi soir par une victoire des ouvriers de l'entreprise et des producteurs laitiers.

Pourquoi le patronat a-t-il capitulé au bout de trois jours ?

Parce que pour la première fois dans notre région, les ouvriers et les paysans ont su unir leurs forces contre le système capitaliste dont il sont tous victimes.

Parce que cette unité s'est faite dans la lutte : ramassage du lait en commun avec les camions Entremont par un chauffeur et un ouvrier accompagnés d'un paysan. Ainsi le producteur n'a pas perdu le bénéfice de son travail car le lait livré et non traité devra lui être intégralement payé par l'entreprise.

Parce que les négociations avec la direction ont été menées en commun par les grévistes et les paysans. Ainsi le patronat s'est trouvé devant un front uni et solidaire des travailleurs exploités et a dû céder devant cette force nouvelle.

LA PREUVE EST FAITE QUE LORSQUE LES PAYSANS ET LES OUVRIERS S'UNISSENT A LA BASE CONTRE LE CAPITALISME, LEUR ENNEMI COMMUN, LA VICTOIRE EST POSSIBLE.

LA SECTION DU P.S.U. DE QUIMPER.

SYNDICATS ET LUTTES DE MASSE

- QUATRE ANNEES DE CONFLIT AU C.N.J.A.
- L'EXPERIENCE DU C.R.J.A. OUEST
- ACTION DE MASSE DANS LES VOSGES
- QUELQUES CONCLUSIONS

PAYSANS EN LUTTE

- SUR LE PROBLEME FONCIER
 - Des paysans contrôlent la répartition des terres
 - La revue « Paysans » et le problème foncier
- DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE
 - Des étudiants agricoles occupent les bureaux de la direction

PETITES NOUVELLES DUCAPITALISME

PAYSANS EN LUTTE

Abonnements : 72, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e)

**bulletin
pour l'action
des travailleurs
de l'agriculture**

Librairie

TRIBUNE SOCIALISTE

EDITIONS MASPERO

- LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ARABE, N. Weinstock 5,90
- LA Pensee DE CHE GUEVARA, M. Lowy 5,90
- HISTOIRE DE LA REVOLUTION CULTURELLE PROLETARIENNE EN CHINE, Jean Daubier 18,80
- CONTRE LE COURANT, Lénine-Zinoviev en deux vol. Chaque 15,00
- L'INSURRECTION ARMEE, A. Neuberg 15,00
- L'AGE DE L'IMPERIALISME, H. Magdoff .. 18,10
- OUVRIERS FACE AUX APPAREILS 18,10
- MILITARISME, GUERRE, REVOLUTION, Karl Liebknecht 23,70
- LES 31 SEANCES OFFICIELLES DE LA COMMUNE DE PARIS 15,00
- CE QUE TOUT REVOLUTIONNAIRE DOIT SAVOIR DE LA REPRESSION, Victor Serge 5,90

LE SEUIL

- CUBA EST-IL SOCIALISTE ? R. Dumont.. 6,50
- FIDEL CASTRO, H.-L. Matthews 25,00
- LA SECONDE GUERRE D'INDOCHINE, W. Burchett 18,00
- LES COMMUNARDS, J.-P. Azema et M. Winock 7,00
- LE JEU MONDIAL DES PETROLIERS, D. Bauchard 6,50

EDITIONS ANTHROPOS

- MARX ET ENGELS, D. Riazanov 15,00
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine 20,00
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine 15,00
- LA Pensee POLITIQUE DE GRAMSCI, J.-M. Pirotte 22,10
- LE SOCIALISME CUBAIN, Hubermann et Sweezy 22,10
- INTRODUCTION A L'ECONOMIE POLITIQUE, R. Luxemburg 22,10

E.D.I.

- PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier 4,00
- LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN 12,50
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION - LES GUERRES D'ASIE, P. Naville 18,50
- LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel 11,50
- LENINE, G. Lukacs 5,90
- BLANQUI, M. Dommanget 9,50

Ouvert de 9 h à 19 h
Samedi de 9 h à 13 h
54, bd Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 58.26.65

luttons ouvrières

Laval

A l'usine Salmson-L.M.T. un important conflit s'est déclaré voici déjà trois semaines. Les travailleurs demandent qu'une partie de leur prime de « boni » soit dorénavant incorporée dans le salaire. Le 27 octobre dernier, la direction a fait placer des forces de police à l'entrée de l'usine. Ce que voyant les quelques ouvriers qui ne s'étaient pas mis en grève ont rejoint leurs camarades.



par semaine et verront ainsi leurs salaires diminués de 120 à 150 F par mois. Vendredi 30 octobre, 8.000 travailleurs de l'usine du Mans ont débrayé durant trois heures pour protester contre cette mesure. Il y a eu un meeting, on a vu le député U.D.R. du coin, on a organisé une délégation à la préfecture... et dès cette semaine la décision de la Régie est mise en application.

Pont de Buis Finistère

Le travail a repris à l'usine des Constructions Téléphoniques de Bretagne. Les 300 ouvrières obtiennent des augmentations de 0,15 F de l'heure dans l'immédiat et 0,10 F au mois de janvier. Il leur aura fallu 28 jours de grève pour en arriver là.



Renault Le Mans

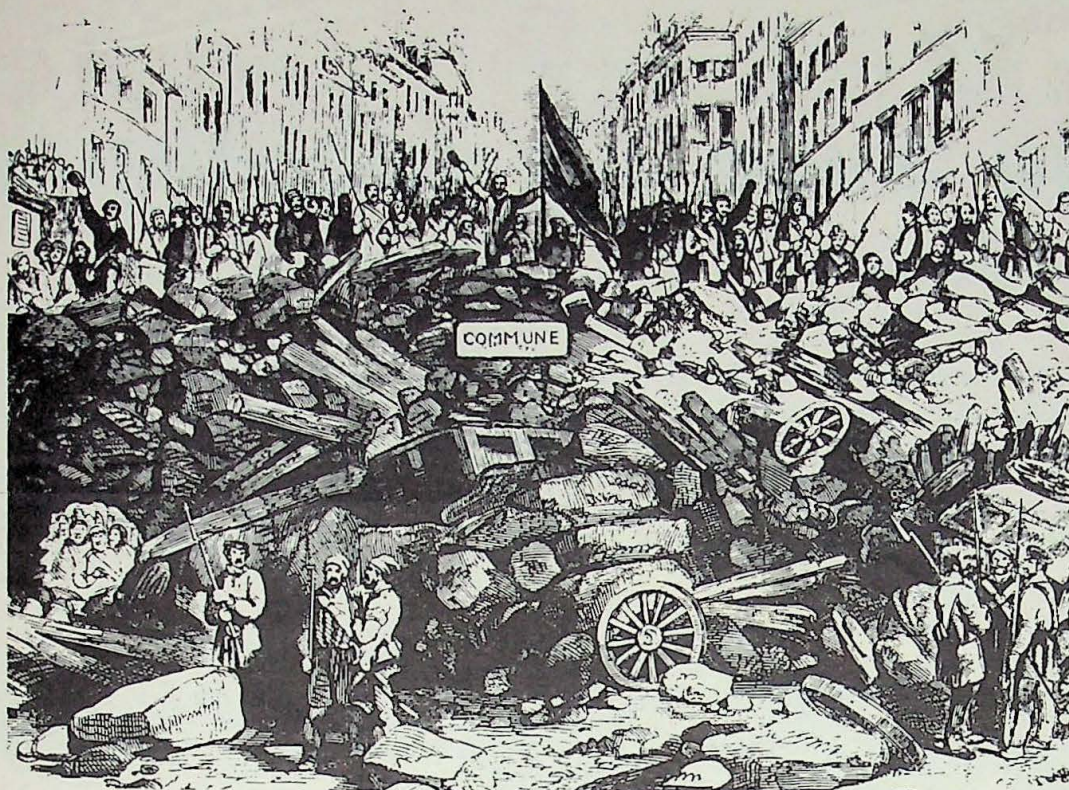
Renault réduit sa production de tracteurs. En conséquence 1.500 métallurgistes de l'usine du Mans travailleront une journée de moins

Répression en Gironde

Depuis quelques mois un processus de réorganisation a été entamé à la société Pampre d'Or à Bordeaux. On a d'abord trouvé de nouveaux capitaux, puis un nouveau directeur, un nouveau chef de fabrication et on a licencié quelques cadres. Il s'est avéré que la rentabilité de l'entreprise devait passer par une diminution du personnel. Et le 21 octobre dernier douze travailleurs étaient licenciés. Comme par hasard il y avait parmi eux six militants de la C.F.D.T. Le comité d'entreprise n'a pas été prévenu, l'inspection du travail a donné son accord sans attendre l'avis de la commission paritaire régionale.

La C.F.D.T. a décidé de porter l'affaire devant les tribunaux. En attendant le patronat vient de s'offrir le luxe de décapiter une section syndicale.

Luttons dans l'Ouest



Opération Cartes de vœux



Carte n° 1 :

Christ au fusil

Carte polychrome inspirée d'un dessin sud-américain avec, au dos, une citation de Camillo Torres, prêtre colombien tué dans le maquis.

Carte n° 2 :

Jeunes Vietnamiennes

Dessin au trait inspiré par la campagne d'éducation lancée par le gouvernement démocratique du Vietnam et montrant deux jeunes Vietnamiennes se rendant à l'école.

Carte n° 3 :

La Commune

Dessin au trait représentant une barricade à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, en souvenir de la Commune, dont le centenaire aura lieu le printemps prochain.

« Tribune Socialiste » propose à ses lecteurs 3 cartes de vœux pour 1971.

La diversité caractérise le choix des modèles de cette année.

A côté de deux cartes inspirées des luttes internationales : un Christ au fusil sud-américain et un dessin vietnamien, nous avons choisi une carte « souvenir » : une barricade de la Commune de Paris.

Toutes les cartes ont les mêmes dimensions : 14 cm × 10,5 cm, ce qui permet leur envoi dans les enveloppes les plus classiques qui soient. Toutes, aussi, seront réalisées sur un papier blanc très fort sur lequel il est aisé d'écrire.

Comment effectuer votre commande

1. Si vous êtes membre du P.S.U. :
 - 1) Remplissez le bon de commande ci-joint ;
 - 2) Remettez-le à votre secrétaire de section avec la somme correspondante ;
 - 3) Vous recevrez par son intermédiaire toutes les cartes avant le 1^{er} décembre.
2. Si vous n'êtes pas adhérent au P.S.U. :
 - 1) Remplissez le bon de commande ci-joint ;
 - 2) Envoyez-le à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e en y joignant le montant de la commande ;
 - 3) Vous recevrez avant le 1^{er} décembre les cartes que vous aurez commandées.

Modes de règlement :

- Chèque bancaire,
- Chèque postal C.C.P. 58.26.65,
- Mandat.

BON DE COMMANDE

	<i>Quantité</i>
<i>Nom :</i>	Carte n° 1
	Carte n° 2
	Carte n° 3
	<i>Total</i>
<i>Adresse :</i>	x 2 francs
	<i>Montant</i>
	<i>à payer</i>

Dialogue avec un sceptique

Une interview de Jean-Marie Vincent

Michel Rocard puis Serge Mallet, dans les derniers éditoriaux de Tribune, ont justifié la décision de la Direction politique nationale de préparer le prochain Conseil national du P.S.U. en réunissant des « Assemblées régionales ouvrières et paysans ». Cependant, de nombreux lecteurs se sont émus de cette initiative. La Rédaction de Tribune, consciente de son devoir d'information, a tenu à poser un certain nombre de questions à son Directeur Politique. C'est le résultat de cet entretien qu'on lira ci-dessous.

Q. : Le P.S.U. va tenir bientôt un conseil national pour élaborer un programme d'action. Que faut-il entendre par ce terme programme d'action ?

R. : Tout parti qui entend être autre chose qu'un ensemble lâche de comités électoraux ou de petits clubs de discussion doit intervenir quotidiennement à partir des problèmes les plus concrets qui peuvent se poser à ceux qu'il veut représenter ou mobiliser. Dans le cas d'un parti qui se veut révolutionnaire, c'est encore plus important. Il lui faut déterminer avec soin les mots d'ordre et les objectifs susceptibles de donner force et cohésion aux milieux populaires en lutte contre l'oppression et l'exploitation capitalistes. Contrairement à une légende tenace la démagogie ne peut rien dans ce domaine. Il s'agit en réalité d'instaurer entre la grande masse des travailleurs et la vie politique des rapports différents, en montrant qu'une action efficace et payante est possible, sans qu'on soit pour autant obligé de se contenter des moyens d'expression officiels (élections, etc.). Pour la plupart des travailleurs la politique est quelque chose qu'ils regardent avec méfiance, qui plane au-dessus de leur tête hors de leur portée. On les appelle à soutenir quelque chose ou une orientation sans qu'ils aient vraiment leur mot à dire, tout en les persuadant qu'il n'y a pas autre chose à faire. Le programme d'action est précisément l'ensemble des objectifs et des moyens nécessaires à leur application qui doit renverser cette situation. En montrant comment dans l'entreprise et hors de l'entreprise, les travailleurs peuvent mettre en échec les projets économiques et sociaux du capitalisme, le programme d'action indique aux travailleurs qu'ils peuvent faire leur propre politique, une politique qui n'est pas celle que l'adversaire a mise au point.

Bien sûr, le programme d'action n'est pas à séparer de la perspective de la prise du pouvoir, il est déjà lutte pour le pouvoir en se proposant de bouleverser les rapports de force entre les classes, mais il doit être lié étroitement à la conjoncture, c'est-à-dire aux questions précises qui se posent à un moment donné. C'est pourquoi

il doit être élaboré en tenant compte des luttes réelles, des expériences qu'ont pu faire tel ou tel groupe de militants.

Q. : Tout cela est très bien, mais ne croyez-vous pas que l'initiative prise par la direction politique nationale du P.S.U. de faire appel à des assemblées ouvrières et paysannes pour la préparation de ce programme, témoigne du peu d'implantation populaire de votre parti, car s'il en était autrement les organismes réguliers (sections, fédérations) auraient dû suffire ?

R. : D'abord les organismes réguliers du parti ne sont pas mis hors du coup. Ils auront à faire la synthèse de toutes les contributions que pourront apporter les assemblées ouvrières et paysannes. Ce qui est vrai, c'est que les modalités de discussion sont assez différentes de ce que nous avons connu jusqu'à présent.

Souvent les travailleurs de l'industrie ou de l'agriculture ont eu du mal à s'exprimer dans nos débats internes, parce que les habitudes de discussion et le langage employé leur étaient étrangers. Ils doivent avoir aujourd'hui toute latitude pour confronter leurs vues, leurs expériences positives ou négatives, dans des conditions favorables. Cela leur donnera d'autant plus de confiance en eux-mêmes pour participer ensuite aux débats terminaux du parti, cela leur donnera d'autant plus de poids pour bâtir la transformation collective de notre organisation. En effet le recours aux assemblées ouvrières et paysannes n'est pas une astuce publicitaire destinée à nous gagner des sympathies à peu de frais. C'est au contraire, parce qu'il y a eu depuis pas mal de temps, le travail en profondeur effectué par les secteurs « entreprises » et « paysans » du parti que les assemblées ouvrières et paysannes sur le programme d'action peuvent avoir lieu sans que personne puisse crier au bluff. D'autre part, à travers cette initiative, nous souhaitons faire la démonstration qu'il est possible d'établir des relations non paternalistes entre un parti qui se veut révolutionnaire et les classes exploitées. Nous avons en tant que collectif militant beaucoup à apprendre des comportements et

des réactions profondes des travailleurs. Si nous ne savons pas comment vivent et combattent quotidiennement ouvriers et paysans, comment pourrions-nous lancer des mots d'ordre avec quelque chance de succès.

Q. : Admettons, mais ne risquez-vous pas de tomber dans le « populisme » ou de vous retrouver avec une énumération de revendications disparates ?

R. : Justement, le sens que nous donnons à la préparation du conseil national c'est de montrer que les travailleurs ne se battent pas seulement pour « le bifteck » comme disent souvent ceux qui les méprisent. En réalité c'est tout un mode de travail et de vie qu'ils aspirent à changer, même lorsqu'ils ne l'expriment pas consciemment. Nous ne nous adressons pas à un peuple indistinct, mais à des travailleurs de l'industrie et des campagnes qui ont prouvé qu'ils ne voulaient pas se laisser enchaîner et qu'ils étaient capables de s'organiser. Nous ne leur apportons pas la bonne nouvelle, nous essayons de voir avec eux comment on peut sortir des petits jeux stériles de la « politique de papa », comment on peut porter des coups aux gens d'en face.

De ce point de vue, ce n'est évidemment pas la collection de toutes les petites revendications que nous avons envie de faire (même si nous ne les méprisons pas). Nous partons d'un certain nombre de questions centrales :

- Comment politiser (au sens indiqué plus haut) les luttes apparemment les plus humbles.

- Comment transformer l'insubordination latente des masses dans leur travail, dans leur vie quotidienne en un refus de plus en plus ouvert et systématique du système.

- Comment rendre complémentaires et faire s'interpénétrer les interventions de type politique et de type syndical.

- Comment relier les différentes initiatives (dans l'entreprise, dans la vie quotidienne) en un mouvement politique de masse qui mette en question les positions de la bourgeoisie.

Ce n'est pas peu de choses.